



Lycée(s)	Général	Technologique	Professionnel	
Niveau(x)	CAP	Seconde	Première	Terminale
Bachibac				
Enseignement(s)	Commun	De spécialité	Optionnel	
Histoire				

Thème 4 – La France et l'Espagne dans une Europe en construction depuis les années 1970

Sommaire

Programme	2
Présentation générale du thème	2
Chapitre 1 – La construction européenne entre élargissement, approfondissement et remises en question	4
• Enjeux historiographiques	4
• Orientations pour la mise en œuvre des éclairages spécifiques sur l'Espagne	8
• Pièges à éviter	11
Chapitre 2 – L'Espagne : évolution politique, société et culture depuis les années 1970	11
• Enjeux historiographiques	11
• Orientations pour la mise en œuvre	16
• Pièges à éviter	26
Chapitre 3 – La France : évolution politique, société et culture depuis les années 1970.	26
Bibliographie et ressources	27
• Sur le chapitre 1	27
• Sur le chapitre 2	28

Programme

Chapitre 1 – La construction européenne entre élargissement, approfondissement et remises en question

Objectifs du chapitre	<p>Ce chapitre vise à contextualiser les évolutions, les avancées et les crises de la construction européenne. On mettra en perspective :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le passage de la CEE à l'Union européenne : évolution du projet européen, élargissements successifs ; • l'Espagne et le projet européen ; • Europe des États, Europe des citoyens : référendums et traités (Maastricht, traité constitutionnel de 2005, traité de Lisbonne, etc.) ; • la montée de l'euroscepticisme et du régionalisme.
-----------------------	---

Chapitre 2 – L'Espagne : évolution politique, société et culture depuis les années 1970

Objectifs du chapitre	<p>Ce chapitre vise à montrer les évolutions politiques en Espagne, l'intégration européenne du pays et leurs effets sur la société espagnole. On mettra en perspective :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la transition démocratique espagnole (1975-1986) ; • la monarchie parlementaire espagnole : constitution de 1978, autonomies, bipartisme et alternance, émergence de nouvelles formes politiques dans les années 2010 ; • les transformations de la société et l'extension des droits civiques ; • le terrorisme de l'ETA et son influence sur la politique et la société espagnoles jusqu'à sa disparition en 2010 ; • le rôle de l'intégration européenne.
-----------------------	--

Chapitre 3 – La France : évolution politique, société et culture depuis les années 1970

Objectifs du chapitre	<p>Ce chapitre vise à montrer les évolutions constitutionnelles et juridiques de la République française, qui réaffirme des principes fondamentaux tout en s'efforçant de s'adapter à des évolutions de la société. On mettra en perspective :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la Cinquième République : un régime stable qui connaît de nombreuses réformes institutionnelles ; • une société en mutation : évolution de la place et des droits des femmes, place des jeunes et démocratisation de l'enseignement secondaire et supérieur, immigration et intégration ; • la réaffirmation du principe de laïcité (2004) ; • les combats pour l'égalité ainsi que l'évolution de la Constitution et du Code civil en faveur des nouveaux droits (parité, Pacs, évolution du mariage, etc.).
-----------------------	---

Présentation générale du thème

Adapté de deux thèmes du programme de terminale générale, « Les remises en cause économiques, politiques et sociales des années 1970 à 1991 » et « Le monde, l'Europe et la France depuis les années 1990, entre coopérations et conflits », le thème 4 clôt le programme d'histoire de la classe de terminale Bachibac. Dans ce thème, l'accent est mis sur l'arrimage européen de l'Espagne et de la France.

Les trois chapitres du thème traitent successivement de la construction européenne puis approfondissent dans ce contexte européen l'histoire de l'Espagne et de la France. Cette articulation invite à une étude aux échelles européenne puis nationale des mutations politiques et socio-économiques, ce qui permet d'établir des liens entre ces échelles d'analyses. En effet, l'adhésion de l'Espagne aux communautés européennes, dans le contexte de la *transición*, pose la question de la nécessaire adaptation de l'organisation politique, économique et sociale du pays, et place la rapide modernisation du pays dans une perspective européenne.

Le chapitre 1 porte sur le projet européen dans ses dynamiques d'élargissement et d'approfondissement. Dans le cadre d'un enseignement binational, l'étude de la construction européenne se prête à un éclairage particulier quant au processus d'adhésion de l'Espagne aux communautés européennes, les conséquences de l'intégration étant traitées dans le chapitre 2 du thème.

L'intitulé du programme indique « les années 1970 » comme borne d'entrée mais ne mentionne aucune borne de fin. On peut :

- commencer le premier chapitre consacré à « la construction européenne entre élargissement, approfondissement et remise en question » par l'étude de l'élargissement de 1973 et le terminer en 2020 avec l'analyse du Brexit ;
- ouvrir le deuxième chapitre relatif à l'Espagne par l'événement majeur que constitue la mort de Franco en 1975 et l'achever avec la première nomination de Pedro Sanchez comme président du gouvernement en 2018 ;
- amorcer l'étude du chapitre consacré à la France avec l'élection à la présidence de la République de Valéry Giscard d'Estaing, en mai 1974, et l'achever avec la crise des Gilets jaunes en 2018-2019.

Situé en fin de programme, le traitement de ce thème peut donc s'appuyer sur la réactivation de nombreuses connaissances et permet de poursuivre le travail engagé pendant l'année en revenant sur les grandes problématiques évoquées dans les thèmes précédents : les modèles politiques, la place de l'État, les notions de puissance et de coopération, la pertinence des ruptures chronologiques, etc. Les articulations de ce point de programme avec le thème 3 du programme de géographie, qui porte sur les dynamiques de l'Union européenne dans la mondialisation, sont indispensables, sous l'angle des tensions internes et externes de l'espace communautaire et de l'affirmation de sa puissance. Là aussi, il est possible de réinvestir certaines connaissances et notions.

En ce qui concerne les chapitres 1 et 3, on peut se reporter aux ressources d'accompagnement du programme national consacrées à ces problématiques¹.

Ce thème mobilise les notions suivantes : construction européenne, intégration européenne, démocratie occidentale, transition, régionalisme, euroscepticisme, mutations sociales, Constitution.

On pourra consacrer à ce thème 15 à 18 heures.

Problématique générale du thème – Depuis les années 1970, de quelles façons s'articulent la construction européenne et les évolutions internes de l'Espagne et de la France ?

1. Voir les ressources éducol suivantes : [thème 3](#) (« Les remises en cause économiques, politiques et sociales des années 1970 à 1991 ») et [thème 4](#) (« Le monde, l'Europe et la France depuis les années 1990, entre coopérations et conflits »).

Chapitre 1 – La construction européenne entre élargissement, approfondissement et remises en question

Les ressources d'accompagnement du programme national mentionnées plus haut font un état des lieux sur ce chapitre. Pour la mise en œuvre du programme d'histoire des sections Bachibac, quelques éléments spécifiques à l'Espagne sont ici développés.

Ce chapitre invite les élèves à aborder une grande partie de l'histoire de la construction européenne puisqu'il englobe tous les élargissements depuis 1973, ainsi que les évolutions consécutives du projet européen. De plus, dans le cadre de la section Bachibac, il est demandé d'apporter une attention particulière aux relations entre l'Espagne et le projet européen.

Enjeux historiographiques²

La question de l'adhésion de l'Espagne aux communautés européennes est investie par les historiens espagnols à partir de la fin des années 1980, au moment où, après avoir surtout travaillé sur la politique étrangère espagnole avant 1945, ils se saisissent des problématiques de l'après-guerre, et notamment de la question des relations hispano-communautaires.

- Les premiers travaux relèvent du champ de l'histoire économique : ils s'appuient sur l'analyse de données officielles et concernent essentiellement les activités du secteur primaire. Par la description des modalités du rapprochement économique entre l'Espagne et le Marché commun, ces études font de l'adhésion espagnole le résultat d'une évolution logique, voire inéluctable, que Ramón Tamames qualifie de « longue marche³ ». Cette approche contribue à asseoir l'idée d'une adhésion obéissant à des enjeux essentiellement économiques et dont les résultats sont bénéfiques à l'Espagne, même si les conséquences de l'intégration à une échelle régionale restent finalement peu étudiées.
- Des témoins directs rendent compte des négociations de l'adhésion, tandis que des témoins indirects⁴ et des journalistes⁵ font la chronique des négociations hispano-communautaires ; ils insistent sur le consensus national en faveur de l'adhésion. Parmi les témoins directs, on peut évoquer la publication de Raimundo Bassols en 1995 (secrétaire d'État chargé des relations avec les communautés européennes entre

2. Pour une historiographie complète de la question : Matthieu TROUVÉ, « Les négociations d'adhésion de l'Espagne à la CEE et les relations hispano-communautaires : sources, parcours et perspectives de recherche », in PALAYRET Jean-Marie, RICHEFORT Isabelle et SCHLENKER Dieter (dir.), *Histoire de la construction européenne (1957-2015). Sources et itinéraires de recherches croisés*, Paris (CTHS), 2019, p. 55-69 ; Luis DOMÍNGUEZ CASTRO, « Heredades labradas y algunos baldíos. España y la integración europea en la historiografía », in DELGADO GÓMEZ-ESCALONILLA Lorenzo, MARTÍN DE LA GUARDIA Ricardo, PARDO SANZ Rosa (éd.), *La apertura internacional de España entre el franquismo y la democracia (1953-1986)*, Madrid (Silex), 2016, p. 25-52 ; Ricardo MARTÍN DE LA GUARDIA, « El lento camino de la historiografía española sobre la integración europea », *ibid.*, p. 55-86.

3. Ramón TAMAMES, *La larga marcha de España a la Unión europea. Un futuro para el desarrollo*, Madrid (Edimadoz 94), 1999.

4. Antonio ALONSO MADERO, *Los acuerdos preferenciales de la Comunidad y la industria española ; España en el Mercado Común. Del Acuerdo de 70 a la Comunidad de los Doce*, Madrid (Espasa-Calpe), 1979 ; Antonio Garrigues WALKER, *La vuelta a Europa. Reflexiones sobre la integración política y económica de España a las Comunidades europeas*, Barcelone (Departamento de Historia del Derecho, Universidad de Málaga), 1985 ; Miguel HERRERO, Rodríguez DE MIÑÓN, *España y la Comunidad Europea*, Barcelone (Planeta), 1986.

5. Ramón-Luis ACUÑA, *Como los dientes de una sierra. Francia y España de 1975 a 1985, una década*, Barcelone (Plaza & Janés), 1986 ; Ángel GÓMEZ FUENTES, *Así cambiará España. La batalla del Mercado común*, Barcelone (Plaza & Janés), 1986.

février 1981 et décembre 1982), *España en Europa. Historia de la adhesión a la CEE, 1957-1985*⁶ : cet ouvrage, nourri de la confrontation entre les souvenirs du diplomate et les archives, inscrit les négociations dans le contexte plus large du franquisme et de la transition démocratique et constitue la première synthèse de l'histoire des négociations. Il contribue à populariser le point de vue des gouvernements de la Transition selon lequel la France a été l'obstacle majeur à l'adhésion espagnole⁷.

- Des politologues et des historiens du politique associent adhésion et transition démocratique (à la suite des analyses de Juan Linz et d'Alfred Stepan⁸). Selon eux, l'adhésion vient confirmer et parachever le processus de consolidation démocratique à l'œuvre depuis 1975.
- Enfin, certains travaux portent sur la dimension internationale de la transition démocratique⁹, établissant un parallèle entre l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN et son adhésion aux communautés européennes pour montrer que le nouveau positionnement atlantiste a facilité les négociations hispano-communautaires¹⁰.

Les renouvellements historiographiques à partir des années 1990 élargissent les champs de recherche et soulèvent de nouvelles problématiques.

- Les historiens espagnols participent alors aux programmes européens de recherches¹¹ et contribuent activement au Réseau International de Jeunes Chercheurs en Histoire de l'Intégration Européenne (RICHE) créé en 2005. Les problématiques se diversifient et peuvent dépasser un cadre strictement espagnol.
- L'intérêt s'élargit à la politique extérieure européenne du franquisme : à titre d'exemple, les travaux de María Teresa La Porte et ceux d'Antonio Moreno Juste mettent en avant le volontarisme du gouvernement franquiste en faveur d'une ouverture européenne¹² à travers la première demande de 1962. Les conséquences de l'entrée de l'Espagne dans les communautés européennes, et notamment sa convergence avec les États d'Europe occidentale, constituent de nouveaux champs d'études, autour des idées d'une « normalisation » et d'une « homologation »

6. Raimundo BASSOLS, *España en Europa. Historia de la adhesión a la CEE, 1957-1985*, Madrid (Estudios de Política Exterior), 1995.

7. Tout comme en Italie, l'intégration de l'Espagne à la CEE (Marché commun et politique agricole commune) suscite une opposition face aux craintes d'une forte concurrence dans les domaines agricoles et agro-alimentaires (fruits, légumes, vin) et notamment du PCF et du RPR. L'arrivée au pouvoir de François Mitterrand et des socialistes marque un tournant ; désormais la France accepte de soutenir l'adhésion de l'Espagne sous quatre réserves de protection des intérêts français. Voir, sur le site de l'Institut François Mitterrand, un [article](#) consacré à cette question.

8. Juan LINZ, Alfred STEPAN, « The paradigmatic case of Reforma Pactada – Ruptura Pactada : Spain », *Problems of democratic transition and consolidation. Southern Europe, south America and post-communist Europe*, Baltimore (John Hopkins University Press), 1996.

9. Charles POWELL, « La dimensión exterior de la transición política española », *Revista del Centro de Estudios Constitucionales*, 1994, n°18, p. 79-116 ; *Id.*, « Internationals aspects of democratization : the case of Spain », in WHITEHEAD Laurence (dir.), *The international dimensions of democratization. Europe and the Americas*, Oxford (Oxford University Press), 1996, p. 285-314.

10. Paul PRESTON, David SMYTH, *España ante la CEE y la OTAN*, Barcelona (Grijalbo), 1985 ; Javier RUPÉREZ, *España en la OTAN : relato parcial*, Barcelona (Plaza & Janés), 1986

11. On peut citer le Groupe de liaison des historiens auprès de la Commission de l'Union européenne, créé en 1982, qui organise des colloques réguliers et publie une revue trilingue : *Revue d'histoire de l'intégration européenne – Journal of European Integration History – Zeitschrift für Geschichte der europäischen Integration*. De plus, depuis 1989, les actions Jean Monnet, impulsées par la Commission européenne, encouragent et favorisent la mise en œuvre, dans les établissements d'enseignement supérieur, d'activités de recherche et d'enseignement en lien avec la construction européenne ; ce dispositif s'ajoute aux programmes de recherche existants (Institut universitaire européen à Florence, Collège d'Europe à Bruges, Université Complutense à Madrid, etc.).

12. María Teresa LA PORTE, *La política europea del regimen de Franco (1957-1962)*, Pamplona (Ediciones Universidad de Navarra), 1992 ; Antonio MORENO JUSTE, *Franquismo y construcción europea (1951-1962). Anhelos, necesidad y realidad de la aproximación a Europa*, Madrid (Tecnos), 1998.

européennes. Enfin, des analyses comparatives avec le Portugal et la Grèce soulignent les spécificités des processus d'adhésion et mettent en perspective les conséquences de l'intégration européenne de ces États¹³.

- La thèse de Matthieu Trouvé, soutenue en 2004 et intitulée *La diplomatie espagnole face à l'Europe (1962-1986). Enjeux, stratégies et acteurs de l'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes*, propose une synthèse ambitieuse des enjeux des relations hispano-communautaires. En effet, l'adhésion espagnole y est présentée « à la fois comme l'aboutissement du processus de consolidation démocratique entrepris depuis 1975, comme la recherche d'un développement économique renouvelé et accéléré, et enfin comme le retour de l'Espagne sur la scène européenne et internationale¹⁴ ». Les apports de ce travail sont nombreux : le rapprochement avec l'Europe a été avant tout le fait des politiques et des diplomates et n'a pas obéi à des considérations essentiellement économiques ; la question européenne a contribué à fédérer l'opposition au franquisme et a pu ensuite s'appuyer sur un large consensus de l'opinion publique ; la France et l'Allemagne ont instrumentalisé la question de l'adhésion espagnole pour asseoir leur rôle de leader en Europe.

Un texte d'historien contemporain français et un texte d'historien contemporain espagnol.

Deux éclairages complémentaires sur les relations entre l'Espagne et les communautés européennes lors des demandes espagnoles de négociations en 1962 et en 1977.

Víctor Fernández Soriano, "Las Comunidades Europeas frente al franquismo: problemas políticos suscitados por la solicitud española de negociaciones de 1962", *Cuadernos de Historia Contemporánea*, 2010, vol. 32, p. 153-173.

El Acuerdo Preferencial de 1970 fue el resultado de ocho años de discusiones y el fruto del equilibrio encontrado entre criterios enfrentados tanto en el seno de las Comunidades Europeas, como en las relaciones entre éstas y España. Las negociaciones entre ambas partes, que habrían de prolongarse más allá del acuerdo de 1970, colocaron la CEE en una situación comprometedor de cara a la opinión pública internacional y a la de sus estados miembros. La sola petición de negociaciones hecha por el gobierno franquista español abrió involuntariamente un debate interno en las Comunidades en torno al establecimiento de una política exterior y especialmente de los criterios de la asociación y de la adhesión, el cual éstas trataron de eludir, obviar o simplemente minimizar. Si bien en la práctica institucional de la CEE de los años 60 la solicitud española de negociaciones de 1962 no podía representar más que un asunto muy secundario, esta cuestión adquirió una significación política especial. Se trataba, en realidad, de un viejo debate en la opinión pública internacional: ¿aislar al régimen de Franco de los organismos internacionales o admitirlo en los mismos? En este sentido, la cuestión presenta rasgos comunes con otras anteriores análogas, como la inserción de la España franquista en la Organización de las Naciones Unidas en los años 50 o su hipotética incorporación a la OTAN en 1960. En el caso de la CEE, la carga emocional era mayor por el potencial político que se atribuía a las Comunidades, a menudo aludidas con el término

13. Bertrand VAYSSIÈRE, « [L'élargissement de 2004 au regard des précédents espagnol et portugais : un jeu de miroirs ?](#) », Revue européenne d'histoire, 2009, 16 (4), p. 477-497.

14. Cité dans le compte rendu de Bertrand Larique, « [Trouvé \(Matthieu\), «La diplomatie espagnole face à l'Europe \(1962-1986\). Enjeux, stratégies et acteurs de l'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes», Université Michel-de-Montaigne-Bordeaux-III, 18 septembre 2004](#) », *Annales du Midi : revue archéologique, historique et philologique de la France méridionale*, tome 117, N°250, 2005, p. 255-258. On peut consulter une synthèse : Matthieu TROUVÉ, « L'Espagne et l'Europe (1957-1986). La problématique des relations hispano-communautaires », in RÜCKER Katrin, WARLOUZET Laurent (dir.), *Quelle(s) Europe(s) ? Nouvelles approches en histoire de l'intégration européenne*, Bruxelles (Peter Lang), 2006, p. 239-254.

extremadamente simplificado de "Europa", y por la importancia filosófica que se concedía precisamente al reconocimiento de la identidad europea española. El hecho de que esta cuestión suscitara una polémica en la opinión pública de los países comunitarios, materializada en un seguimiento significativo por parte de los medios de comunicación y en debates tanto parlamentarios como en los espacios de la sociedad civil (sindicatos, asociaciones de diversa índole, etc.), acabó condicionando el tratamiento que habría de recibir por parte de la CEE. En última instancia, este hecho también motivó que se planteara por primera vez la necesidad de establecer unos requisitos políticos necesarios para la negociación de un acuerdo con las Comunidades, lo que muy a posteriori sería denominado como "condicionalidad política", esbozando así las primeras bases de una política exterior comunitaria. Aunque el debate sobre estos aspectos apenas fue enunciado y quedó pospuesto para épocas posteriores, la importancia reside precisamente en su planteamiento. [...]

Aún tendrían que transcurrir algo más de dos décadas para que la CEE, ya convertida en Unión Europea, especificara e integrara en su corpus jurídico una serie de criterios políticos como base de toda negociación con un tercer país. Y el debate aún no concluiría ahí.

Matthieu TROUVÉ, « L'Espagne et l'Europe (1957-1986). La problématique des relations hispano-communautaires », in Katrine RÜCKER, Laurent WARLOUZET (éd.), *Quelle(s) Europe(s) ? Nouvelles approches de l'intégration européenne, Bruxelles (Peter Lang), 2006, p. 250-251.*

On peut finalement relever quatre principaux éléments qui expliquent et permettent le déblocage et le succès final des discussions hispano-communautaires.

1. L'engagement européen des gouvernements espagnols - aussi bien démocrates-chrétiens que socialistes - impressionne vivement les Européens. Véritable profession de foi en faveur de la participation de l'Espagne à la construction européenne, cet engagement empêche toute rupture définitive des discussions, malgré de vives tensions, et rend inéluctable l'adhésion de Madrid. Il est à noter, toutefois, que le gouvernement socialiste de Felipe González envisage l'adhésion à l'Europe sous un angle nettement plus politique, en tout cas, beaucoup moins technique et commercial.
2. La détente entre le gouvernement français et le gouvernement espagnol à partir de 1983 crée les conditions favorables au déblocage de la position française. La France devient même peu à peu le principal avocat de l'Espagne à Bruxelles. Profitant de la concordance de deux majorités socialistes de part et d'autre des Pyrénées, les nouveaux responsables politiques espagnols ont eu une approche des négociations à la fois pragmatique et politique, fondée notamment sur une bonne entente avec la France, comme en témoignent les sommets bilatéraux franco-espagnols de La Celle-Saint-Cloud ou de La Granja. Le chemin de Madrid à Bruxelles passe par Paris.
3. La relance de la construction européenne des années 1980 amène une certaine euphorie et la naissance d'un contexte européen favorable à l'élargissement de la Communauté. Cette relance européenne (Conseil européen de Stuttgart et de Fontainebleau, projet d'Union européenne, préparation de l'Acte unique européen) est ainsi associée à l'entrée de l'Espagne et du Portugal.
4. L'utilisation du thème de l'OTAN par le gouvernement espagnol, par un jeu subtil et ambigu, lie la participation de l'Espagne à la défense occidentale à son entrée dans l'Europe communautaire. À partir de juin 1980, il est indéniable que le gouvernement espagnol s'appuie sur l'entrée dans l'Alliance atlantique pour favoriser et promouvoir son entrée dans la Communauté européenne. Le virage atlantiste de Felipe González - véritable révolution copernicienne de la politique étrangère des socialistes - renforce la conversion espagnole de certains États membres de la CEE.

Orientations pour la mise en œuvre des éclairages spécifiques sur l'Espagne

Les orientations suivantes sont des entrées indicatives pour traiter ce chapitre dans une approche aussi bien disciplinaire qu'interdisciplinaire, en association avec l'enseignement de langue vivante. Ces entrées permettent d'illustrer, d'approfondir une situation historique et contribuent, dans le cadre de l'enseignement en Bachibac, à construire une culture historique commune.

La place du chapitre dans la scolarité des élèves

La construction européenne a été abordée par les élèves dès le cycle 3, en classe de CM2, dans le thème 3, « La France, des guerres mondiales à la construction européenne ». L'étude se poursuit au cycle 4, en classe de troisième, dans le thème 2, « Le monde depuis 1945 » : les enjeux de la construction européenne y sont replacés dans le contexte international. La place spécifique de l'Espagne n'est pas abordée dans ces programmes.

Les programmes d'EMC et de géographie, du cycle 3 au lycée, accordent par ailleurs une place importante à l'Union européenne, notamment à travers l'étude des territoires et de la citoyenneté européenne.

En terminale Bachibac, les élèves ont étudié les débuts de la construction européenne dans le premier chapitre du thème 2, « La France, l'Espagne et l'Amérique latine dans un monde bipolaire¹⁵ ».

Éléments de problématisation

L'intitulé du chapitre reprend celui du programme général, tout en élargissant la chronologie aux années 1970 et 1980 et en incluant deux objectifs supplémentaires, à savoir l'Espagne et le projet européen, ainsi que la montée de l'euro-scepticisme et du régionalisme. L'affirmation du mouvement régionaliste catalan est un des éléments majeurs de l'évolution politique intérieure de l'Espagne¹⁶. Les revendications identitaires et indépendantistes catalanes sont antérieures à l'intégration européenne, et la crise politique qui oppose entre 2010 et 2017 la *Generalitat* au gouvernement espagnol relève de dynamiques spécifiques internes à l'Espagne, même si la Région autonome de Catalogne a pu mettre à profit les bénéfices des politiques menées par l'Union européenne.

Dans le cadre de la section Bachibac, on montrera les effets des demandes espagnoles, d'association en 1962 et d'adhésion en 1977 au projet européen sur les évolutions des communautés européennes (CECA, CEE et Euratom) d'une part, et sur l'évolution politique de l'Espagne d'autre part.

En effet, la demande de 1962 pousse la CEE à s'interroger sur la nature des relations qu'elles doivent entretenir avec des régimes politiques dictatoriaux. Alors que les traités de Rome n'imposent pas de critères politiques préalables, la démocratie et la

15. On peut consulter la [ressource d'accompagnement publiée](#).

16. Pour une présentation générale de la situation récente en Catalogne, on se référera à l'ouvrage dirigé par Jordi Canal, *Histoire de l'Espagne contemporaine. De 1808 à nos jours*, Paris (Armand Colin), 2021 (notamment p. 392-399), ainsi qu'à l'article d'Hélène DEWAELE VALDERRÁBANO, « Le nationalisme catalan et l'enjeu européen aux XX^e-XXI^e siècles », *Histoire, Économie & Société*, mars 2021, p. 82-100.

défense des droits de l'homme vont devenir un des piliers de l'adhésion¹⁷. Quant à la demande de 1977, elle intervient dans un contexte où le premier élargissement de 1973 nécessite une refonte des institutions européennes. En effet, le passage de la CEE à neuf États, ainsi que les négociations avec la Grèce puis l'Espagne et le Portugal, exigent préalablement la révision des politiques européennes, en particulier de la PAC, premier poste budgétaire des communautés, ainsi que des mécanismes de prise de décision. Ces éléments, auxquels s'ajoutent les effets de la crise économique internationale et le contexte de guerre froide, expliquent la longueur des négociations dans la mesure où la question de l'adhésion de l'Espagne ne constitue pas une priorité¹⁸.

Problématiques générales du chapitre – Comment la construction européenne et son projet supranational ont-ils évolué depuis les années 1970 ? Dans quelle mesure l'adhésion de l'Espagne aux communautés européennes accompagne-t-elle le processus de transition démocratique ?

Comment mettre en œuvre le chapitre avec les élèves ?

Ce chapitre étant adapté en très grande partie du chapitre 2 du thème 4 du programme d'histoire de terminale générale, il est utile pour la mise en œuvre de se reporter aux indications fournies par la ressource d'accompagnement¹⁹.

Comment le processus d'adhésion de l'Espagne aux communautés européennes traduit-il une ouverture à la fois économique et politique de l'Espagne ?

Si l'intitulé du thème invite les enseignants à aborder la construction européenne depuis les années 1970, dans le cadre de la section binationale, il est utile d'apporter quelques précisions quant aux relations entre l'Espagne franquiste et la construction européenne.

L'Espagne franquiste et le projet européen : si le gouvernement espagnol accueille dans une relative indifférence la création, en 1951, de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), ce n'est plus le cas avec les différents projets européens qui voient le jour à la fin des années 1950²⁰. Alors que Franco est opposé à une Europe libérale, plusieurs groupes sont, en revanche, convaincus que l'Espagne doit se rapprocher de l'Europe par anticommunisme ou pour défendre l'Occident chrétien. Des ministres *tecnócratas*, libéraux et proches des milieux catholiques entrent au gouvernement en 1957. Ils convainquent Franco d'un nécessaire rapprochement avec le projet européen en construction²¹, l'association avec l'Europe devant permettre

17. La première mention de critères d'ordre politique conditionnant les relations avec les communautés européennes se trouve dans la Déclaration commune du Parlement européen, du Conseil et de la Commission sur les droits fondamentaux du 5 avril 1977, citée dans Víctor FERNÁNDEZ SORIANO, « La CEE face à l'Espagne franquiste », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 108, octobre-décembre 2010, p. 89.

18. Vanessa NÚÑEZ PEÑAS, « Reforma, ampliación y transición: las negociaciones España-CEE entre 1976-1986 », *Ayer*, 117, 2020, p. 144-145.

19. Accessible sur [éduscol en ligne](#).

20. Outre les Communautés européennes (CECA, Marché commun et Euratom), l'Association européenne de libre-échange (AELE) est créée le 4 janvier 1960 par la convention de Stockholm conclue entre la Suisse, le Royaume-Uni, la Norvège, la Suède et le Portugal qui, comme l'Espagne, demeure une dictature dirigée par Salazar mais qui est membre de l'OTAN depuis sa fondation en 1949.

21. Carlos SANZ DÍAZ, « *Aislamiento y divergencia democrática: España y el proceso de construcción europea bajo la dictadura de Franco (1945-1975)* », dossier en ligne du CVCE (texte de présentation en français, sélection de documents en espagnol).

à l'Espagne de se moderniser et de rompre avec une longue période d'isolement. Ils engagent, avec l'aide de spécialistes du FMI et de la Banque mondiale, une ouverture internationale de l'économie espagnole²².

L'accord préférentiel de 1970, un premier moment vers l'adhésion : le gouvernement espagnol dépose sa demande de négociation en vue d'une adhésion aux communautés européennes le 9 février 1962. C'est la première fois qu'une dictature fait une telle démarche. La candidature espagnole s'appuie sur l'absence de conditions politiques préalables dans les traités signés à Rome. Les pays membres de la CEE sont divisés : la RFA et la France sont favorables aux discussions, tandis que l'Italie, les Pays-Bas et la Belgique sont beaucoup plus réservés. Carlos Miranda y Quartín, alors ambassadeur à Bruxelles, relance les discussions avec la Communauté européenne en 1964 dans l'objectif d'aboutir à un accord commercial évitant toute discussion sur la nature du régime. En juin 1970 est signé un « accord préférentiel, formule à mi-chemin entre un accord commercial et un accord d'association²³ » qui porte sur une réduction des droits de douane entre l'Espagne et la CEE (réduction moyenne des droits de douane de 25% pour les importations en Espagne de produits industriels en provenance de la CEE, et de 66% pour les produits agricoles espagnols exportés vers la CEE²⁴).

Le volontarisme des gouvernements de la Transition au service de l'adhésion de l'Espagne : la fin de la dictature et la volonté de tous les acteurs de la Transition de s'intégrer définitivement en Europe relancent les discussions avec la CEE. Le gouvernement d'Adolfo Suárez dépose une demande d'adhésion en juillet 1977, quelques jours après la tenue des premières élections libres depuis 1936. Le Conseil des ministres de la CEE accepte cette demande à l'unanimité. Cette dynamique vers l'Europe trouve sa traduction concrète avec l'intégration de l'Espagne au Conseil de l'Europe en 1977, avant même l'adoption de la Constitution de 1978, mais surtout avec l'amorce des négociations de l'entrée dans la CEE en 1979. Les États de la CEE affichent ainsi leur soutien au processus de démocratisation. Les négociations sont marquées par de nombreuses difficultés, essentiellement avec la France au sujet des questions agricoles²⁵. L'élection de François Mitterrand ne change pas immédiatement la position française, même avec l'arrivée du PSOE au pouvoir en Espagne en octobre 1982²⁶. Les relations bilatérales s'améliorent en 1983. La décision définitive d'intégration de l'Espagne est validée par la CEE en juin 1984 et approuvée par les parlements nationaux en 1985²⁷. Le traité d'adhésion est signé à Madrid le 12 juin 1985 pour une entrée en vigueur le 1^{er} janvier de l'année suivante. Il prévoit une période transitoire pour les produits agricoles jusqu'en 1993²⁸.

22. L'Espagne intègre l'OECE en janvier, le FMI et la Banque mondiale en mai 1958. Enrique MORADIELLOS, « L'Espagne de Franco et le processus d'intégration européenne (1945-1975) », in Michel DUMOULIN, Jürgen ELVERT y Sylvain SCHIRMANN, *Stratégies et acteurs. Construire l'Europe au XX^e siècle*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2022, p. 156.

23. Matthieu TROUVÉ, « L'Espagne et l'Europe (1957-1986). La problématique des relations hispano-communautaires », in Katrine RÜCKER, Laurent WARLOUZET (dir.), *Quelle(s) Europe(s) ? Nouvelles approches de l'intégration européenne*, Bruxelles (Peter Lang), 2006, p. 243.

24. En 1970, la CEE représentait 41 % des importations espagnoles et la destination de 46,4% de ses exportations. Voir Enrique MORADIELLOS, « L'Espagne de Franco et le processus d'intégration européenne (1945-1975) », in Michel DUMOULIN, Jürgen ELVERT, Sylvain SCHIRMANN (dir.), *Stratégies et acteurs. Construire l'Europe au XX^e siècle*, Stuttgart (Franz Steiner Verlag), 2022, p. 156. L'accord restera en vigueur jusqu'en 1986.

25. Sur les questions agricoles entre la France et l'Espagne, voir Sergio MOLINA GARCÍA, "La construcción del enemigo. Francia, España y el problema agrario, 1968-1977", *Pasado y Memoria, Revista de Historia Contemporánea*, 17, 2018, p. 452-477.

26. Les dissensions portent sur l'application, dès son adhésion, de la TVA, et la volonté française de conditionner l'adhésion de l'Espagne au règlement du financement de la PAC : voir Julio CRESPO MACLENNAN, *España en Europa, 1945-2000*, Madrid (Marcial Pons Historia), 2004, p. 229 et p. 240-246.

27. Julio CRESPO MACLENNAN, *España en Europa, 1945-2000*, Madrid (Marcial Pons Historia), 2004, p. 229 et p. 244 et Matthieu TROUVÉ, « L'Espagne et l'Europe (1957-1986). La problématique des relations hispano-communautaires », in Katrine RÜCKER, Laurent WARLOUZET, *Quelle(s) Europe(s) ? Nouvelles approches de l'intégration européenne*, Bruxelles, Peter Lang, 2006, p. 250-251.

28. Charles POWELL, *La larga marcha hacia Europa: España y la Comunidad Europea, 1957-1986*, Madrid (Real Instituto Elcano), 2015, p. 21.

Lexique spécifique à faire acquérir : *ampliación, integración, profundización, euroescepticismo, supranacional, regionalismo, política comunitaria, ciudadanía europea.*

Exemple de mise en œuvre

La proposition pédagogique suivante est disponible sur le portail national des ressources d'histoire-géographie en espagnol.

Europa desde 1989

Cette [séance](#) porte sur les difficultés que rencontre la construction européenne depuis la fin de la guerre froide. L'analyse d'un corpus de documents permet aux élèves de construire le plan détaillé d'une composition. Ce travail peut être réalisé individuellement ou par groupes.

Pièges à éviter

- Vouloir traiter le fonctionnement institutionnel européen dans le détail.
- Ne traiter la construction européenne que sous l'angle de la place de l'Espagne et de la France.

Chapitre 2 – L'Espagne : évolution politique, société et culture depuis les années 1970

Enjeux historiographiques

Les enjeux historiographiques se centrent sur la période de la *transición* de la dictature franquiste vers un régime démocratique, soit depuis la mort du dictateur jusqu'à la victoire électorale du parti socialiste (PSOE) en 1982, puis l'intégration de l'Espagne dans les communautés européennes en 1986.

Les premières analyses de la Transition sont portées par des journalistes et essayistes dans la décennie 1980

Après les élections de juin 1977, beaucoup d'analyses relaient un sentiment de déception. Si elles ne nient pas les effets bénéfiques de la Transition, elles mettent en avant le manque de pédagogie déployé pour expliquer la Constitution, le divorce entre les partis et la société, la persistance du franquisme et le problème non résolu des autonomies²⁹. Elles voient dans la tentative de coup d'État du 23 février 1981 (23F) la confirmation des fragilités de cette démocratie naissante. Ces réflexions, partagées par ceux qui refusent la *ruptura pactada*, sont synthétisées en 1981 par José Vidal-Beneyto

29. Dès 1978, le journaliste José Luis LOPEZ ARANGUREN écrit que le prix de la voie vers la démocratie a été que rien ne change ("[El precio de la vía hacia la democracia](#)", *El País*, 30 de julio de 1978). Pour Juan Luis CEBRIAN, la situation était comparable à « *una guerra civil fría* » (dans *La España que bosteza. Apuntes para una historia crítica de la Transición*, Madrid (Taurus), 1980).

dans un recueil d'articles où il critique le rôle joué par les partis de gauche durant le processus³⁰. Il y évoque, pour la première fois, le *pacto de silencio*.

Le discours sur la Transition évolue à la suite de la victoire du PSOE en octobre 1982. Il ne s'agit plus de critiquer la présence persistante de franquistes dans l'appareil d'État, ou d'explorer le *desencanto*, mais de mettre en avant la consolidation de la démocratie et la conquête de libertés, l'accès des socialistes au pouvoir en étant la concrétisation. Dès 1983, l'hebdomadaire *Diario 16* publie une histoire de la Transition en 50 fascicules rédigés essentiellement par des journalistes, mais aussi par quelques historiens comme Javier Tusell ou Ángel Viñas, ainsi que par des acteurs de la Transition³¹. Elle donne une vision complaisante de la Transition présentée comme la plus grande opération politique de l'histoire contemporaine de l'Espagne, fruit de la volonté de « tout le pays », et qui suit un programme « tracé avec prudence » par le roi, malgré les obstacles du terrorisme ou des coups d'État³². C'est une transition sans rupture où les partis démocratiques finissent par accepter le roi, ce qui explique la sérénité avec laquelle est accueilli le gouvernement socialiste.

Cette vision édulcorée est largement relayée par la chaîne publique TVE1 à l'occasion des dix ans de la Transition. Elle est ainsi érigée en un modèle de transition pacifique exportable dans d'autres pays. À la fin des années 1980, elle suscite l'intérêt des pays du Cône sud (Chili, Argentine et jusqu'au Brésil) et, dans les années 1990, des anciennes démocraties populaires d'Europe de l'Est. Elle bénéficie de l'apport des hispanistes, notamment anglo-saxons, qui, travaillant sur la Seconde République ou la guerre civile espagnole, recherchent l'origine de la transition dans les dernières années du franquisme, que Paul Preston qualifie de pré-transition³³. Dans leurs ouvrages, ils s'interrogent sur le fait que ce processus complexe n'ait pas abouti à une autre guerre civile.

Toujours à la fin de la décennie 1980 émergent les premières critiques quant à cette vision d'une Transition consensuelle. Elles proviennent aussi bien des conservateurs qui pointent l'oubli de l'esprit réformateur de la Transition³⁴, que des milieux de gauche, à l'instar de Gregorio Morán, qui affirme que le *pacto de silencio* a été une stratégie délibérée d'occultation de la mémoire du franquisme³⁵.

30. José VIDAL-BENEYTO, *Diario de una ocasión perdida*, Barcelona (Kairós), 1981.

31. rédigés essentiellement par des journalistes, mais aussi par quelques historiens comme Javier Tusell ou Ángel Viñas ainsi que par des acteurs de la transition Adolfo Suárez a écrit les fascicules 29 et 30 et Felipe González le fascicule 50 : *Historia de la Transición. Diez años que cambiaron España. 1973-1983*, Diario 16, octobre de 1983-avril de 1984.

32. Julián CORTES CABANILLAS, *Crónica de Juan Carlos rey. De la Restauración a la Constitución*, Madrid (Alce), 1978 ; Gregorio MORÁN, *Adolfo Suárez: historia de una ambición*, Barcelona (Planeta), 1979.

33. Raymond CARR, Juan Pablo FUSI, *España de la dictadura a la democracia*, Barcelona (Planeta), 1979 ; Paul PRESTON, *El triunfo de la democracia en España, 1969-1982*, Barcelona (Plaza & Janés), 1986.

34. Javier TUSELL, "Regeneración de la democracia", *El País*, 1 de febrero de 1989.

35. Gregorio MORÁN, *El precio de la Transición*, Barcelona (Planeta), 1992.

Les décennies 1990-2000 sont marquées par l'appropriation de la Transition par les historiens espagnols et la diffusion de nouveaux travaux de recherche

Les mémoires de nombreux acteurs politiques constituent une source importante pour les chercheurs alors que l'accès aux archives reste difficile, en raison notamment de la *Ley de Amnistía* de 1977³⁶. La création de nombreuses associations d'historiens contemporanéistes, qui font du franquisme et de la Transition leur principal sujet de recherche, permet de renouveler et de diversifier les champs d'investigation³⁷. Le congrès international sur l'histoire de la Transition et la consolidation démocratique (Universidad Autónoma de Madrid 1995), que dirigent les historiens Javier Tusell (UNED) et Álvaro Soto (UAM), est un moment clé dans la recherche historique à partir duquel les publications scientifiques se multiplient³⁸.

Ainsi au cours des années 2000, l'historiographie de la *transición* se renouvelle profondément, remettant en cause le discours officiel et son caractère modélisateur, sans toutefois le disqualifier :

- Avec la création des associations de récupération de la mémoire historique, la question mémorielle devient dominante (Paloma Aguilar³⁹), et des questions occultées, comme le *pacto de silencio*⁴⁰ sont ouvertes. L'intérêt ne se porte plus sur les « grands hommes » mais sur les « marges politiques, sociales et territoriales⁴¹ », à savoir les perdants, les mouvements sociaux, les partis minoritaires, les mouvements féministes ou bien encore les homosexuels ou les prisonniers⁴². Des ouvrages de référence, comme ceux de Javier Tusell, décrivent désormais la Transition comme une victoire de la gauche et des mouvements sociaux, même si la capacité du gouvernement à contrôler le processus continue d'être mise en avant⁴³. Gutmaro Gómez Bravo et Santos Juliá constatent l'existence de deux discours, l'un centré sur la « Transition modèle » et un autre beaucoup plus critique qui décrit le récit officiel comme incomplet ou partial⁴⁴.

36. Parmi les mémoires d'acteurs politiques: Rodolfo MARTÍN VILLA, *Al servicio del Estado*, Barcelona, Planeta, 1984 ; Manuel FRAGA, *En busca del tiempo servido: segunda parte de «Memoria breve de una vida pública»*, Barcelona, Planeta, 1987 ; Pilar FERNÁNDEZ MIRANDA y Alfonso FERNÁNDEZ MIRANDA, *Lo que el Rey me ha pedido: Torcuato Fernández Miranda y la reforma política*, Barcelona, Plaza & Janés, 1995 ; Pablo CASTELLANO, *Por Dios, por la patria y el rey: una visión crítica de la transición española*, Madrid, Temas de Hoy, 2001 ; Santiago CARRILLO, *La memoria en retazos: recuerdos de nuestra historia más reciente*. Barcelona, Plaza y Janés, 2003 ; Alfonso GUERRA, *Cuando el tiempo nos alcanza: Memorias (1940-1982)*, Madrid, Espasa Calpe, 2004.

37. On peut citer, par exemple, la [Asociación de historia actual](#).

38. Sur le congrès voir sur le [site de l'UNED](#).

Javier TUSELL (éd.), *Historia de la Transición y consolidación democrática en España (1975-1986)*, 2 vols., Madrid (UNED), 1995 ; Javier TUSELL, Álvaro SOTO CARMONA, (éd.), *Historia de la Transición (1975-1986)*, Madrid (Alianza), 1996.

39. Paloma AGUILAR, *Políticas de la memoria y memorias de la política: el caso español en perspectiva comparada*, Madrid (Alianza), 2008.

40. Gonzalo PASAMAR, "¿Cómo nos han contado la Transición? Política, memoria e historiografía (1978- 1996)", in Ángeles GONZÁLEZ FERNÁNDEZ (éd.), *Las transiciones ibéricas*, Madrid (Ayer), 2015, p. 227.

41. Sophie BABY, « La mémoire malmenée de la transition espagnole à la démocratie », *Vingtième siècle, Revue d'Histoire*, n° 127, juillet-septembre 2015, p. 53.

42. Pamela B. RADCLIFF, *Making Democratic Citizens in Spain. Civil Society and the popular origins of the Transition, 1960-1978*, Londres (Palgrave Macmillan), 2011; Xavier DOMÈNECH SAMPERE, *Lucha de clases, dictadura y democracia*, Barcelona (Icaria), 2012 ; Mónica THRELFALL, «Una reevaluación del papel de las organizaciones de la sociedad civil en la Transición», in Gudmaro GÓMEZ BRAVO, *Conflicto y consenso en la transición española*, Madrid (Fundación Pablo Iglesias) 2009, p. 155-196 ; María Jesús RUIZ MUÑOZ, *El cine olvidado de la transición española: Historia y memoria del audiovisual independiente*, Universidad de Sevilla, 2015 ; Cesar LORENZO RUBIO, *Cárceles en llamas. El movimiento de presos sociales en la transición*. Barcelona (Virus), 2013.

43. Javier TUSELL, *La transición a la democracia, España, 1975-1982*, Barcelona (Espasa Calpe), 2007 ; Nicolás SARTORIUS, Alberto SABIO, *El final de la dictadura. La conquista de la democracia en España, 1975-1977*, Madrid (Temas de Hoy), 2007.

44. Gutmaro GÓMEZ BRAVO (éd.), *Conflicto y consenso en la transición española*, Madrid (Editorial Pablo Iglesias), 2009 ; Santos JULIÁ, "Cosas que de la Transición nos cuentan", *Ayer*, n° 79, 2010, p. 297-319. Voir aussi : Carme MOLINERO (coord.), *La Transición treinta años después. De la dictadura a la instauración y consolidación de la democracia*, Barcelona (Península), 2006, et Marie-Claude CHAPUT, Julio PÉREZ SERRANO (éd.), *La transición española. Nuevos enfoques para un viejo debate*, Madrid (Biblioteca Nueva), 2015.

- Avec la crise économique de 2008, les critiques contre les dirigeants et le modèle hérité de ce que l'on commence à nommer « le régime de 78 » s'accroissent. On recherche alors dans les limites de la Constitution de 1978 les origines de la situation du pays. De plus, le rôle du roi en tant que pilote de la Transition et lors du coup d'État du 23F est de plus en plus questionné⁴⁵. Ces critiques font évoluer le récit canonique sur la Transition en insistant sur le contexte difficile de l'époque⁴⁶. Sophie Baby va jusqu'à interroger le mythe d'une Transition pacifique⁴⁷.
- Une des dernières tendances historiographiques est l'apparition d'historiens beaucoup plus engagés et militants, comme Juan Carlos Monedero, un des fondateurs du parti *Podemos*⁴⁸.

Un texte d'historienne contemporaine française et un texte d'historien contemporain espagnol

Deux extraits d'articles présentant les discussions historiographiques autour de la *Transición*.

Sophie Baby, « La mémoire malmenée de la transition espagnole à la démocratie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2015/3 (n° 127), p. 57. Disponible [en ligne](#).

Construit en parallèle au déroulement des événements eux-mêmes, pensé comme un horizon possible en train de s'écrire, le récit canonique d'une transition pactée entre élites, graduelle, consensuelle, modérée et pacifique s'est imposé dans la sphère publique jusqu'à devenir un mythe national sans cesse brandi par une classe politique malmenée. Pourtant, le mythe a été contesté, dès ses origines, par les exclus du processus de construction d'un nouvel État, bientôt rejoints par une frange grandissante de la population à la faveur de l'épanouissement du mouvement pour la récupération de la mémoire historique. La mémoire officielle de la transition, à la fois exaltée et malmenée, laisse cependant peu de place aux mémoires alternatives, vite accusées de vouloir semer à nouveau la graine de la discorde ou pire, de la violence vengeresse dans un présent politique encore pensé comme fragile. L'importance symbolique de cette période voulue comme fondatrice est telle que de sa représentation semblent dépendre non seulement la sérénité du champ politique du présent, mais aussi les perceptions de passés plus lointains, constitutifs de l'histoire d'une nation en mal d'identité.

Au fond, toutes ces réflexions semblent guidées par une interrogation sur la continuité historique, comme si l'histoire contemporaine de l'Espagne, jonchée de ruptures violentes, pâtissait au contraire de l'absence d'une rupture authentique, qui mettrait définitivement à plat les responsabilités du passé en les assumant et proposerait un avenir enfin pacifié. L'Espagne, hantée par le spectre révolutionnaire jusqu'à ériger en mythe référent la seule période de changement historique qui n'en fut pas une, souffrirait-elle de l'absence d'une Révolution avec un grand R, encore objet de fantasme pour nombre d'intellectuels ? Ce qui ne fait en tous cas aucun doute est que les espoirs frustrés de la transition hantent encore non seulement le champ du présent, mais aussi les champs de l'histoire.

45. Ferran GALLEGO, *El mito de la transición: la crisis del franquismo y los orígenes de la democracia (1973-1977)*, Barcelona (Crítica), 2008 : l'ouvrage approfondit les thèses de Gregorio Morán. Il explique que le « consensus » a été imposé par le pouvoir, désormais convaincu que la monarchie pouvait perdurer avec la démocratisation, et ce, sans avoir été validé par les élections de juin 1977.

46. Juan Antonio ORTEGA DÍAZ-AMBRONA, *Memorial de transiciones (1939-1978): La generación del 78*, Barcelona (Galaxia Gutenberg), 2015.

47. Sophie BABY, *Le mythe de la transition pacifique: violence et politique en Espagne (1975-1982)*, Madrid (Casa de Velázquez), 2012. On peut citer aussi Pau CASANELLAS, *Morir matando: el franquismo ante la práctica armada, 1968-1977*, Madrid (Los libros de la Catarata), 2014, ou Xavier CASALS, *La transición española: el voto ignorado de las armas*, Barcelona (Pasado y Presente), 2016.

48. Juan Carlos MONEDERO, *La Transición contada a nuestros padres*. Madrid (Los libros de la Catarata), 2011.

Movellán Haro, J., "Ni «Régimen Del 78» Ni «Espíritu De La Transición» : El debate historiográfico actual en torno al proceso democratizador en España, Entre la Historia y la Memoria de un proceso", *Historia Actual Online*, n°55, 2021, p. 169-170. Disponible [en ligne](#).

Si durante años se ha generado un interés cada vez mayor sobre la memoria de la Segunda República, la Guerra Civil y la dictadura, ahora nos encontramos ante un momento en que la memoria sobre la Transición merece su propio lugar, como ya mostró hace años Josefina Cuesta⁴⁹. En este sentido, y para poder estudiar la memoria de la Transición desde la historiografía actual, considero necesario huir tanto de las interpretaciones más tibias o positivas sobre el proceso como sobre aquellas que han dado en llamar, en un continuum presentista poco riguroso históricamente, el "Régimen del 78". La propuesta que planteo como posible aproximación se basa en la necesidad de identificar las nostalgias prestadas sobre la transición hacia la democracia para, después, despojarnos de ellas y estudiar el proceso como lo que es: un periodo cerrado de la historia de España, condicionado por la crisis final de una dictadura militar, un contexto internacional en el que el ritmo lo marcaban las relaciones geoestratégicas y políticas de la Guerra Fría y una sociedad que, mayoritariamente, ansiaba un futuro más libre, justo y pacífico que el que había conocido. Hay, indudablemente, mucho que estudiar aún sobre la transición y sobre aquellos aspectos que contribuirán a la recuperación y reparación de la memoria de quienes sufrieron, muchas veces físicamente, la violencia visible y existente del proceso de democratización iniciado a partir de 1976. La necesidad de fijarnos en los ejemplos de países latinoamericanos como Argentina o Chile en el tratamiento de su memoria colectiva durante sus procesos de transición es, en este sentido, clara. Por otro lado, la lectura sectaria que desde algunos medios de comunicación actuales sobre el llamado "espíritu de la Transición" (no digamos ya desde la quimera del "constitucionalismo" creada en el ámbito del discurso político) es uno de los retos a los que la historiografía sobre la memoria de la Transición debe hacer frente del mismo modo que se deben exponer las debilidades teóricas e interpretativas de quienes, desde un pretendido revisionismo, utilizan el concepto de "Régimen del 78" sin plantearse lo abusivo y poco riguroso de este término, sobreexplotado particularmente en otros espacios comunicacionales y del debate público y político. En uno u otro sentido, pesan los apriorismos, los espacios comunes y, en definitiva, las nostalgias prestadas sobre un proceso histórico que es, actualmente, uno de los que más debate sigue suscitando en el ámbito de la historiografía. Probablemente, y volviendo hacia las preguntas que planteé al inicio de este artículo, nos corresponda a los jóvenes historiadores que hemos nacido ya en una democracia consolidada llevar a cabo esta relectura de la transición, teniendo en cuenta las nostalgias y mitos que, en efecto, pesan sobre la memoria de la transición de un modo u otro.

49. Cuesta Bustillo, Josefina, « Recuerdo, silencio y amnistía en la Transición y en la Democracia españolas (1975-2006) », *Studia histórica. Historia contemporánea*, 25 (2007), p. 125-165.

Orientations pour la mise en œuvre

Les orientations suivantes sont des entrées indicatives pour traiter ce chapitre dans une approche aussi bien disciplinaire qu'interdisciplinaire, en association avec l'enseignement de langue vivante. Ces entrées permettent d'illustrer et d'approfondir une situation historique, et contribuent, dans le cadre de l'enseignement en bachibac, à construire une culture historique partagée.

La place du chapitre dans la scolarité des élèves

En première Bachibac, les élèves ont abordé plusieurs phases de l'histoire de l'Espagne du XIX^e siècle à 1939. Le programme de terminale Bachibac est en partie consacré aux grandes évolutions de l'Espagne contemporaine depuis la fin de la guerre civile jusqu'à la mort de Franco. Les attentats d'Atocha de 2004 ainsi que la crise économique de 2008 et ses multiples conséquences en Espagne sont évoqués dans le thème 3, « Enjeux mondiaux, évolutions économiques et rapports de puissance depuis les années 1970 ».

Éléments de problématisation

Dans ce chapitre, il s'agit d'analyser les dynamiques de libéralisation et de modernisation de l'Espagne après la dictature franquiste.

Sur un plan politique, la période de la Transition entre la mort de Franco et la première alternance politique de 1982 est décisive. L'entrée officielle dans les communautés européennes, en 1986, complète et finalise le retour de l'Espagne au sein de la famille des démocraties libérales occidentales. Les années suivantes sont marquées par un enracinement démocratique structuré autour d'un jeu politique bipartite avec une alternance au pouvoir du parti socialiste (PSOE), présidé par Felipe González de 1974 à 1997, et du parti conservateur de droite, le Parti Populaire (PP), dirigé de 1990 à 2004 par José María Aznar puis par Mariano Rajoy⁵⁰.

Sous l'effet de l'intégration et des politiques européennes, le pays se modernise. La *Movida* apparaît comme un mouvement culturel alternatif et émancipateur dans les grandes villes du pays. L'organisation, en 1992, des Jeux olympiques de Barcelone et de l'Exposition universelle de Séville symbolise cette intégration. La protection sociale est étendue. Les budgets consacrés à l'éducation augmentent de façon considérable. Plusieurs lois ambitieuses sont votées sur les questions de l'égalité entre les femmes et les hommes, sur les discriminations, sur les questions mémorielles autour de la guerre civile et du passé franquiste.

Cependant le consensus démocratique de 1978 semble remis en cause par la crise financière internationale de 2008. Face aux difficultés, la société civile se mobilise. À partir de 2011, le mouvement des *Indignados* se développe dans les principales villes. La monarchie et la famille royale, affaiblies par plusieurs scandales, sont contestées par une part croissante des Espagnols, et cet affaiblissement conduit à l'abdication de Juan Carlos en 2014 au profit de son fils, le roi Felipe VI. Les tensions régionalistes se font aussi de plus en plus vives en Catalogne. De nouveaux partis politiques émergent, remettant en cause le bipartisme. L'éparpillement croissant des voix lors des élections

50. Le *Partido Popular* succède, à partir de janvier 1989, à *Alianza Popular*, parti fondé en 1977 sous la direction de Manuel Fraga.

rend de plus en plus difficile la formation d'une majorité parlementaire. Mais en dépit des tensions et des difficultés des dernières années, le système politique et un état de la société issus de la Transition et de la Constitution de 1978 révèlent des capacités de résistance et d'adaptation.

Problématique du chapitre – Depuis les années 1970, comment l'Espagne se rapproche-t-elle des démocraties occidentales ?

Comment mettre en œuvre le chapitre avec les élèves ?

On pourra appuyer la réflexion sur les questionnements suivants, l'importance accordée à chacun d'eux et les modalités de mise en œuvre étant laissées à l'appréciation du professeur. Plusieurs axes peuvent être étudiés, le professeur pouvant en développer un de façon plus approfondie et évoquer plus rapidement les autres.

Comment l'Espagne est-elle passée d'un régime dictatorial à un régime démocratique et intégré à l'Europe occidentale ?

La Transition peut ici être définie comme le passage d'un régime dictatorial à un régime démocratique. Du point de vue institutionnel, le processus débute avec l'adoption de la *Ley para la reforma política*, dernière Loi fondamentale du franquisme, adoptée par les Cortes le 18 novembre 1976 puis par référendum le 15 décembre 1976⁵¹. Il s'achève par l'adoption de la Constitution, par référendum également, le 6 décembre 1978⁵². Cependant, comme le souligne Sophie Baby, « la transition dépasse ce simple aspect institutionnel, c'est un processus historique politico-social de gestation, de construction et de consolidation du nouveau régime démocratique⁵³ ». Ce passage de la dictature à la démocratie s'est fait sans rupture et sans plan préconçu, mais en répondant à un contexte particulièrement difficile qui a conduit les acteurs à transiger avec leurs convictions politiques.

La difficile sortie du franquisme

L'évocation des dernières années du franquisme permet de comprendre la nature de la Transition. En effet, la disparition, en décembre 1973, de l'amiral Carrero Blanco, héritier putatif du dictateur, dans un attentat de l'organisation terroriste basque ETA⁵⁴, ainsi que des mouvements sociaux importants, ouvrent une période de tensions et d'incertitudes au sein du régime⁵⁵. Plusieurs tendances, au sein du franquisme, anticipent la période qui s'ouvrira après la disparition inéluctable du dictateur : sans aller jusqu'à envisager une démocratisation totale, des réformistes songent à alléger la dictature, mais les plus fervents soutiens de Franco, les immobilistes surnommés le *búnker*, refusent toute ouverture politique. De fait, deux jours après la mort du dictateur le 20 novembre 1975, le successeur qu'il s'est désigné, Juan Carlos, prête serment aux Cortes. Il confirme Arias Navarro à la présidence du gouvernement.

51. Consultable [en ligne](#).

52. Consultable [en ligne](#).

53. Jordi CANAL, *Histoire de l'Espagne contemporaine*, Armand Colin, 2021, p. 309.

54. *Euskadi Ta Askatasuna* (ETA) – ce qui en basque signifie « Pays basque et Liberté » – est fondée en 1959 : mouvement nationaliste et indépendantiste d'idéologie marxiste-léniniste (actuelle gauche abertzale), il s'engage dans la voie terroriste en commettant son premier attentat le 13 septembre 1973 à Madrid, suivi par l'attentat contre Carrero Blanco le 20 décembre 1973.

55. Grève générale au Pays basque en décembre 1974, exécutions de membres de l'ETA et du *Frente Revolucionario Antifascista y Patriota* (FRAP) en septembre 1975.

Jusqu'aux élections de juin 1977, tout l'appareil d'État est issu du franquisme et les dirigeants ne sont pas élus démocratiquement.

L'opposition antifranquiste est alors structurée autour de deux partis historiques, le PSOE et le PCE, qui souhaitent une rupture totale avec le franquisme et l'établissement d'un gouvernement provisoire républicain⁵⁶. Le pays est déstabilisé par de nombreux mouvements sociaux⁵⁷, parfois durement réprimés, ainsi que par une violence politique extrême (attentats, enlèvements), ce qui rend hasardeuse la mise en œuvre du projet de rupture politique que souhaitent les mouvements d'opposition⁵⁸.

Dans ce contexte de violence sociale⁵⁹ et face à l'incapacité du gouvernement d'Arias Navarro d'initier des réformes⁶⁰, Juan Carlos nomme Adolfo Suárez chef du gouvernement le 3 juillet 1976. La nomination d'Adolfo Suárez, ainsi que celle de Torcuato Fernández Miranda comme président des *Cortes* et du *Consejo del Reino*, accélèrent la fin du franquisme. La *Ley para la Reforma Política* revient à démanteler de l'intérieur la dictature, en convoquant des élections pour juin 1977. L'attentat, en janvier 1977, contre des avocats spécialistes du droit du travail, proches du PCE, et les manifestations pacifiques organisées par le PCE, encore illégal, convainquent Adolfo Suárez de la nécessité d'accélérer la Transition. Des négociations s'engagent alors entre l'élite réformiste et l'opposition démocratique, ce qui amène un reflux de la mobilisation populaire et une évolution des partis d'opposition : l'abandon par le PCE du léninisme, son acceptation de la monarchie et du drapeau conduit à sa légalisation le 9 avril 1977 ; de même le PSOE abandonne la référence au marxisme, adopte un programme social-démocrate et accepte la monarchie.

Dès lors, entre le gouvernement d'Adolfo Suárez et l'opposition démocratique, réunie dans la *Platajunta*, trois consensus – sur le passé, sur le présent et sur l'avenir – se dégagent, qui permettent d'ancrer définitivement l'Espagne dans un régime démocratique :

- le consensus sur le passé : la *Ley de Amnistia* du 17 octobre 1977⁶¹ permet à la fois l'amnistie de ceux qui avaient lutté pour les libertés fondamentales et l'oubli des crimes commis par les franquistes depuis 1936. À partir des années 1990, elle est accusée d'empêcher toute poursuite judiciaire des membres de l'appareil d'État franquiste ;
- le consensus sur le présent : destinés à lutter contre les difficultés économiques, les *Pactos de la Moncloa* d'octobre 1977⁶² sont acceptés par les principaux partis politiques. Ils ont pour conséquence une démobilisation importante des

56. Le PCE fédère, à partir de juillet 1974, autour de lui différents partis politiques (*Partido Socialista Popular*, *Partido del Trabajo de España*, etc.) et le syndicat *Comisiones Obreras* (CCOO) dans la *Junta Democrática de España*. Le PSOE regroupe de son côté, en juin 1975, dans la *Plataforma de Convergencia Democrática*, l'autre grand syndicat la *Unión General de Trabajadores* (UGT) et plusieurs petits partis de gauche. Les deux fusionnent en mars 1976 dans la *Coordinación Democrática* dite aussi *Platajunta*, afin de négocier une amnistie, la liberté politique et des élections constituant.

57. Le mouvement ouvrier, particulièrement actif, le mouvement vicinal dans les villes ou bien encore les luttes pour les droits en Catalogne, Pays basque ou en Galice, multiplient les manifestations et arrêts de travail.

58. Sophie Baby (op. cit.) comptabilise 3200 actes de violences pour la période 1975-1982. Les organisations de répression sont démantelées progressivement : La *Brigada de investigación social* ou *Brigada político-social*, police secrète du franquisme, en 1986, même si ses compétences avaient été limitées dès 1976, et le *Tribunal de Orden Público* (TOP) le 4 janvier 1977. Le parti unique, le *Movimiento Nacional*, se dissout le 1^{er} avril 1977.

59. Par exemple, la répression de la grève des *Forjas Alavesas* à Vitoria se solde par cinq morts et un véritable soulèvement urbain en mars 1976.

60. Adrián MAGALDI FERNÁNDEZ, "[La reforma que nunca fue. El proyecto de transición del último Gobierno de Franco](#)",

Revista de Estudios Políticos, n° 183, 2019, p. 219-240.

61. Consultable [en ligne](#).

62. Consultables [en ligne](#).

mouvements ouvriers car, à partir de ce moment-là, les partis de gauche tiennent un discours de consensus qui éclipse les autres discours, notamment ceux des mouvements sociaux et de l'extrême gauche ;

- le consensus sur le futur : rendue possible par les deux consensus précédents, la Constitution de 1978 reconnaît les libertés fondamentales, établit une monarchie parlementaire, et précise l'indissoluble unité de la nation espagnole. À ce titre, si elle permet la constitution d'autonomies régionales, celles-ci ne disposent pas du droit à l'autodétermination, et l'article 155 permet à l'État d'intervenir dans un gouvernement autonome pour l'obliger à respecter la Constitution.

Malgré ces consensus, la frange la plus conservatrice du franquisme est inquiète de l'évolution du régime, notamment les militaires. La crise la plus importante survient à la suite de la démission d'Adolfo Suárez. Lors de l'élection du président du gouvernement, le 23 février 1981, des militaires, commandés par le lieutenant-colonel de la *Guardia Civil* Tejero, font irruption aux Cortes avec pour objectif de créer un gouvernement provisoire militaire. L'échec du coup d'État, le rôle du roi et les manifestations populaires en soutien à la démocratie, font entrer la Transition dans une nouvelle phase.

Il s'agit désormais d'achever le processus d'autonomie, dont les modalités sont prévues par la Constitution de 1978, et de faire entrer définitivement l'Espagne dans le groupe des démocraties occidentales. La Catalogne et le Pays basque obtiennent leur autonomie par référendum le 25 octobre 1979. L'Andalousie procède également à un référendum le 28 février 1980. L'État des Autonomies fait alors l'objet d'un pacte entre la *Unión de Centro Democrático* (UCD) et le PSOE en juillet 1981 : la *Ley Orgánica de Armonización del Proceso Autonómico* (LOAPA), adoptée en juillet 1982, prévoit des communautés autonomes avec deux niveaux de compétences. La carte définitive des 17 communautés autonomes est arrêtée en 1983.

L'alternance, avec la victoire du PSOE aux élections législatives de 1982 et la nomination de Felipe González comme président du gouvernement, ancrent définitivement l'Espagne dans le camp des démocraties occidentales. L'adhésion aux communautés européennes est acquise à l'issue de longues et difficiles négociations et effective le 1^{er} janvier 1986, et le maintien dans l'OTAN, assuré par le succès du référendum de mars 1986⁶³.

Dès lors, la vie politique espagnole se caractérise par l'alternance au pouvoir des deux grands partis, le PSOE et le *Partido Popular* de droite (qui succède à *Alianza Popular* en 1989)⁶⁴.

Ce *bipartidismo* est mis à mal par l'apparition de nouveaux partis politiques après la crise de 2008 : à gauche, *Podemos*, inspiré par le mouvement de contestation populaire du *15M* ; au centre-droit, *Ciudadanos*, en réaction au mouvement indépendantiste catalan ; à l'extrême droite, *Vox*, créé par des anciens du Parti Populaire. La formation d'une majorité parlementaire s'avère alors plus complexe. En décembre 2015, faute d'accord majoritaire, Felipe VI reconduit le gouvernement de Mariano Rajoy, pour assurer la continuité de l'État. En octobre 2016, ce dernier forme un gouvernement minoritaire qui est renversé, deux ans après, par une motion de censure déposée par le PSOE. En 2018, ce dernier s'allie avec *Unidos Podemos* et Pedro Sánchez prend la tête du gouvernement.

63. Membre de l'OTAN depuis 1982, l'Espagne conditionne son maintien à sa non-participation au commandement intégré, à la réduction des effectifs militaires étatsuniens et à la non nucléarisation du territoire espagnol. Voir sur le site cvce.eu : Francisco José RODRIGO LUELMO, « [La adhesión de la España democrática a la OTAN](#) ».

64. De 1982 à 1996, gouvernements socialistes dirigés par Felipe González ; de 1996 à 2004, gouvernements du conservateur José María Aznar (PP) ; de 2004 à 2011, gouvernements du PSOE sous la présidence de José Luis Rodríguez Zapatero ; en 2011, le PP de Mariano Rajoy obtient la majorité absolue, puis une majorité relative à partir de 2015. La liste des présidents du gouvernement est consultable sur le [site de La Moncloa](#).

Quelle a été l'influence de l'intégration européenne dans le processus de modernisation de l'Espagne⁶⁵ ?

En 1995, Felipe González dresse un bilan de l'intégration espagnole dans l'Union européenne en ces termes : « L'adhésion de l'Espagne à la Communauté Européenne a été un des événements qui ont marqué de façon décisive l'histoire récente de notre pays, aussi bien parce que cela signifiait la fin d'une tradition d'isolement que par la définition d'un solide cadre de référence pour les projets de modernisation de l'Espagne⁶⁶ ». De fait, au cours des années 1980 et 1990, l'Espagne connaît un **processus de modernisation rapide et profond, indissociable de son intégration**.

Sur le plan économique, les négociations d'entrée de l'Espagne dans les communautés européennes accélèrent les réformes d'un appareil productif hérité du franquisme où le poids de l'État demeure important notamment à travers l'INI, le *corporativismo* et l'*intervencionismo*⁶⁷. Les mesures prises par les premiers gouvernements de la UCD, présidés par Adolfo Suárez, marquent une première phase des réformes économiques⁶⁸, dans un contexte de crise économique et sociale profonde⁶⁹. Les *Pactos de la Moncloa* (*Acuerdos sobre el programa de saneamiento y reforma de la economía y Acuerdo sobre el programa de actuación jurídica y política*) sont signés le 25 octobre 1977 entre le gouvernement, les principaux partis politiques d'opposition, les représentants des entreprises (*la Patronal*) et les centrales syndicales, avant d'être soumis à ratification parlementaire. Ils inaugurent une série de réformes qui se poursuivent jusqu'en 1982 (augmentation des salaires, dévaluation de la peseta, réformes fiscales)⁷⁰. Puis, avec l'arrivée au pouvoir du PSOE s'ouvre une deuxième phase réformiste, impulsée par le premier gouvernement de Felipe González, qui s'inscrit dans le processus d'adhésion aux communautés européennes : des mesures sont alors prises pour poursuivre les réformes fiscales, libéraliser le système financier et moderniser le marché du travail.

Ces réformes amplifient la transformation de l'économie et de la population active espagnoles⁷¹ :

- déclin de la part du secteur agricole (7% en 1980, 3% en 1995) et poursuite de l'exode rural, processus déjà commencés durant la dictature franquiste ;
- crise du secteur industriel, dont le poids dans le PIB passe de 26 % en 1980 à 17 % en 2000⁷² ;

65. Pour une présentation globale des effets de l'intégration européenne sur la modernisation de l'Espagne, voir Jordi CANAL (dir.), *Histoire de l'Espagne contemporaine. De 1808 à nos jours*, Paris (Armand Colin), 2021, p. 353-366 (chapitre 20).

66. Cité dans Antonio MORENO JUSTE, *España y el proceso de construcción europea*, Barcelone (Editorial Ariel), 1998.

67. Albert CARRERAS, Xavier TAFUNELL, *Historia económica de la España contemporánea*, Barcelona (Crítica), 2003.

68. José Luis LEAL, « [La política económica de la Transición Suárez presidió uno de los periodos de reformas económicas más intensos de nuestra historia](#) », *El País*, 2 de mayo de 2014.

69. José M. DOMÍNGUEZ MARTÍNEZ, « [La crisis económica de los años 70 y los Pactos de la Moncloa](#) », *revista eXtoikos n° 20*, 2017, p. 19-21.

70. Miguel Ángel NOCEDA, « [Los Pactos de la Moncloa, el acuerdo que cambió España hace 40 años. Todas las fuerzas políticas y territoriales se concertaron para establecer unas bases sobre las que modernizar el país](#) », *El País*, 21 de octubre de 2017.

71. Pour une vue d'ensemble sur les réformes économiques et sociales mises en œuvre à partir de la Transition, voir notamment José Luis GARCIA DELGADO (dir.), *Economía española de la transición y de la democracia*, Madrid (CIS), 1990 ; Carmen RAMOS CARVAJAL, Luis ROBLES TEIGEIRO, "Cambio estructural en España (1980-2000)", *Estadística Española*, Vol. 51, núm. 172, 2009, p. 505-541.

72. Sur les privatisations, voir Josep GONZALEZ Y CALVET, «Transformación del sector público e intervención en la economía», in Miren ETXEZARRETA (coord.), *La reestructuración del capitalismo en España, 1970-1990*, Barcelone (Fundación Hogar del Empleado-Icaria Editorial), 1991, p. 177-237.

- tertiarisation : la part du secteur tertiaire dans le PIB passe de 53 % en 1980 à 64 % en 2000⁷³, du fait notamment du développement continu du tourisme, de l'essor des secteurs de la santé et de l'éducation, et de la hausse du nombre de fonctionnaires dans les administrations centrales et territoriales.

Ces évolutions révèlent la convergence de l'économie espagnole vers le modèle européen.

Ces mutations économiques sont à l'origine de dynamiques spatiales importantes :

- l'exode rural entrepris dès les années 1950 s'accélère et provoque le déclin de nombreux espaces ruraux. Les deux Castille ou l'Estrémadure sont touchées par un processus de désertification : c'est *la España vaciada*. Concomitamment, d'autres régions agricoles, littorales, se modernisent en se spécialisant dans les cultures d'exportation dans le cadre de la PAC (*huertas* des régions de Murcie et de Valence) ;
- la désindustrialisation, qui se traduit par la fermeture des entreprises sidérurgiques, des mines et des chantiers navals, entraîne une augmentation massive du chômage et la formation de friches industrielles. Les régions les plus touchées sont les anciens bassins du Pays basque (fermeture en 1996 des *Altos Hornos* de Vizcaya), des Asturies, de Galice et de Cadix (chantiers navals), de Málaga ;
- au contraire, d'autres régions continuent à se développer grâce au tourisme de masse (littoraux méditerranéens, Baléares, Canaries) ;
- la population urbaine s'accroît, en particulier dans les métropoles régionales. Madrid domine le réseau urbain avec plus de 3 millions d'habitants à la fin des années 1980.

La société espagnole se transforme sous l'effet de l'intégration européenne et sous l'impulsion des gouvernements socialistes

Ces derniers mènent une politique sociale ambitieuse, en donnant la priorité à l'éducation, à la santé et à la protection sociale. Il s'agit de mettre en place l'État-providence, ce que Felipe Gonzalez souhaite affermir, comme il l'énonce dans son discours d'investiture en 1982 : « *una política que sea capaz de acelerar nuestro avance hacia una modernidad, con la doble vertiente de la justicia social y del bienestar material, que nos ha venido siendo negada en nuestra historia reciente*⁷⁴ ». La forte hausse du budget de l'éducation permet une amélioration rapide du niveau scolaire dans le pays. Le système des retraites est généralisé, la couverture maladie et l'indemnisation du chômage sont étendues ; mais ce nouveau système de protection sociale est rapidement mis en difficulté par un niveau élevé de chômage. La place des femmes dans la société évolue : leur présence croissante à l'université et sur le marché de l'emploi n'est pas sans lien avec une baisse de la natalité qui, en quelques années, fait de l'Espagne un des pays les moins féconds d'Europe. Cette tendance est compensée par l'immigration : longtemps terre d'émigration, le pays devient terre d'accueil pour la main-d'œuvre provenant d'Europe, du Maghreb, d'Afrique, ou d'Amérique latine⁷⁵.

73. *Ibid*, p. 508.

74. Texte du discours [en ligne](#) sur le site de La Moncloa :

« *Entonces el funcionamiento era modernización, entrada en Europa, asentar los pilares de la sociedad de bienestar y superar la larga crisis económica que duraba ya muchos años con un proceso dolorosísimo de reconversión industria* "citation de Felipe González tirée de : José-Francisco JIMÉNEZ-DÍAZ, "Liderazgo coral en la política económica del primer Gobierno de Felipe González (1982-1986)", *Revista de Estudios Políticos*, 196, abril/junio 2022, p. 83.

Voir aussi Jordi CANAL (dir.), *op. cit.*, p. 361.

75. Franck CHIGNIER-RIBOULON, « L'Espagne devenue un grand pays d'immigration : histoire et géographie de sa présence étrangère », *Population & Avenir*, vol. 761, no. 1, 2023, p. 17-19.

Sur le plan culturel, le mouvement de la *Movida*⁷⁶, qui s'inscrit dans le contexte de la libéralisation de la fin du franquisme, est porté par le désir de renouveau de la jeunesse espagnole et s'étend à tous les domaines (cinéma, littérature, musique). Ce mouvement se nourrit des avant-gardes européennes et américaines. Le PSOE au pouvoir appuie la *Movida* pour construire une image de modernité dans le contexte de l'intégration du pays à la CEE.

Avec son adhésion à la CEE, l'Espagne entend retrouver un rôle en Europe et dans le monde. Les gouvernements socialistes mènent une politique extérieure ambitieuse et volontariste, dans la lignée de l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN en 1982. L'adhésion à la CEE fournit à l'Espagne l'occasion de devenir la tête de pont de l'Europe en Méditerranée. Ainsi, en 1995, est organisée à Barcelone la première conférence euro-méditerranéenne alors que l'Espagne exerce la présidence de l'Union européenne. Dans le même temps, les gouvernements socialistes s'engagent pour promouvoir la démocratie et la défense des droits de l'homme dans de nombreux pays latinoaméricains, et organisent des sommets annuels destinés à mettre en œuvre des politiques de coopération et forger un sentiment d'appartenance commun.

Comment l'Espagne a-t-elle fait face à la violence politique et aux terrorismes ?

Dans les dernières années du franquisme et pendant la Transition, l'Espagne est confrontée à des attentats terroristes qui sont le fait de groupes d'extrême gauche, de mouvements nationalistes, de groupes d'extrême droite, mais aussi de l'appareil d'État. Cette violence politique se réduit fortement après 1982. L'organisation terroriste basque ETA (*Euskadi ta Askatasuna, Patria Vasca y Libertad*) est l'organisation la plus active en Espagne, et constitue une menace sur les sociétés civiles basque et espagnole jusqu'à l'abandon de la lutte armée en 2011⁷⁷.

Durant les dernières années du franquisme, le terrorisme est essentiellement produit par ETA, née en 1959 et dont l'objectif est d'obtenir l'indépendance du territoire basque. C'est en 1968 qu'elle commet ses premiers assassinats contre les forces de l'ordre, policiers et gardes civils, avant de choquer l'opinion publique en assassinant, le 20 décembre 1973, le président du gouvernement, l'amiral Carrero Blanco. Un autre mouvement terroriste, d'extrême gauche, le *Frente Revolucionario Antifascista y Patriota* (FRAP), actif entre 1971 et 1978, effectue des braquages, des vols d'armes et assassine trois policiers pendant l'été 1975. Les dernières exécutions du franquisme, en 1975, concernent deux membres d'ETA et trois du FRAP. Ignacio Sánchez-Cuenca recense 665 morts à la suite d'actes de violence politique, entre 1975 et 1982 : 361 sont victimes du terrorisme nationaliste – ETA militaire est responsable de 308 de ces morts – et 162 de l'action répressive de l'État⁷⁸.

Les élections de juin 1977 et l'adoption de la Constitution en décembre 1978 constituent un point de bascule vers une intensification de la violence terroriste, notamment liée au refus des plus radicaux de participer au jeu démocratique et à leur volonté de perturber le processus de transition⁷⁹.

76. Sur la *Movida*, on peut se référer au manuel de Jordi CANAL (dir.), *op. cit.*, p.374-377 (chapitre 21).

77. María JIMÉNEZ RAMOS, "ETA: de la barbarie terrorista al reto de escribir el relato", *Cuadernos del Centro Memorial de las víctimas del terrorismo*, n° 4, octobre de 2017, p. 54-72.

78. Ignacio SÁNCHEZ-CUENCA, "La violencia terrorista en la transición española a la democracia", *Historia del Presente*, 14, 2009, p. 9-24.

79. Les attentats font 66 victimes en 1978, 76 l'année suivante et 92 en 1980 : voir Jesus ALONSO CARBALLES, *La Transition en Espagne, 1975-1986*, Neuilly-sur-Seine (Atlande), 2012, p. 283-287.

De nouvelles organisations terroristes émergent, parmi lesquelles :

- à la gauche du parti communiste, le GRAPO (*Grupo Revolucionario Antifascista Primero de Octubre*), créé en 1975, qui multiplie les enlèvements et les attentats contre les forces de l'ordre et les civils ;
- à droite, *Alianza Popular*, créée par Manuel Fraga en 1977, regroupant une grande partie des anciens franquistes, qui est débordée à sa droite par des groupes fascistes, souvent en relation avec la police ou le ministère de l'Intérieur. Ces groupes, *Guerrilleros de Cristo Rey*, *Acción Nacional Española*, ont des objectifs communs et s'en prennent à des personnalités de gauche, des librairies progressistes, avant de revendiquer l'assassinat de cinq avocats du travail, proches du PCE, en janvier 1977 à Atocha.

ETA se scinde en deux groupes : une partie des militants forme *ETA político militar* (ETA-pm), participe aux élections au sein de la coalition *Euskadiko Ezkerra* et abandonne la lutte armée après des mesures d'amnistie. Dès lors, *ETA militar* (ETA-m) redouble son activité terroriste, notamment entre 1978 et 1980⁸⁰, et mène une véritable politique de terreur au Pays basque⁸¹ : elle fait pression sur les chefs d'entreprise en levant un « impôt révolutionnaire⁸² », assassine des personnalités considérées comme des traîtres, et commet des attentats contre des projets immobiliers ou industriels⁸³. L'organisation compte sur l'appui d'un parti politique, *Herri Batasuna*, et d'un quotidien, *Egin*, qui publie des menaces à peine voilées contre des personnalités basques⁸⁴.

Pour lutter contre l'activité d'ETA, certains membres des forces armées décident d'agir dans l'illégalité : entre 1975 et 1981, des groupes comme la *Brigada Vasco-Española*, *Antiterrorismo ETA (ATE)* ou encore la *Triple A (Alianza Apostólica Anticomunista)* sont responsables de 60 assassinats visant des membres d'ETA et leurs soutiens (militants communistes ou syndicalistes). De 1983 à 1987, seuls les *Grupos Antiterroristas de Liberación (GAL)* revendiquent des attentats. Financés par les fonds secrets du ministère de l'Intérieur, ils sont à l'origine de la mort d'une trentaine de personnes, dont des civils sans lien avec ETA, et ce dans l'indifférence de l'opinion publique espagnole⁸⁵. Ils agissent aussi en France, considérée comme un sanctuaire pour ETA, afin de contraindre les autorités françaises à changer d'attitude dans leur traitement de la question basque.

Les succès de la lutte antiterroriste sont facilités par la modernisation des forces de l'ordre et par l'intensification de la coopération franco-espagnole. C'est le cas à partir de 1984, lorsque Pierre Joxe, alors ministre de l'Intérieur du gouvernement Fabius, commence à collaborer avec les autorités espagnoles et cesse de considérer les

80. Ce sont les années où les attentats de l'ETA ont fait le plus grand nombre de victimes : 234.

81. Le Pays basque et la Navarre concentrent 70% des victimes d'ETA, Madrid 16% et la Catalogne 7%.

82. La gendarmerie a trouvé dans un véhicule abandonné par des membres d'ETA en 2003 dans les Landes plus d'une centaine de lettres d'extorsion destinées à des entrepreneurs du Pays basque, de Navarre et de Saragosse pour un montant oscillant entre 18 000 et 200 000 € ; voir : Florencio DOMÍNGUEZ, "Las claves de la derrota de ETA", *Informe del centro memorial de las víctimas del terrorismo*, n°3, novembre de 2017, p. 33.

83. Par exemple, ETA a mené une campagne de terreur pour empêcher la construction de la centrale nucléaire de Lemóniz : 246 attentats visent les travaux de la centrale et 7 personnes chargées du projet sont assassinées, dont le directeur du projet Ángel Pascual le 5 mai 1982 (María JIMÉNEZ RAMOS, *op. cit.*, p. 62).

84. *Herri Batasuna*, créé en 1978 et constitué en parti politique en 1986, était considéré comme le prolongement politique de l'organisation terroriste. *Egin*, quotidien en langue basque et espagnole, créé en 1977, accusé de liens avec ETA a été fermé par ordre du juge Garzón en 1998, avant que le Tribunal Suprême ré-autorise son activité en 2009, sans qu'elle ne puisse se concrétiser faute de moyens financiers.

85. En 1998, le ministre socialiste de l'Intérieur, José Barrionuevo, est condamné à 10 ans de prison pour son implication dans l'enlèvement par les GAL de Segundo Marey, un voyageur de commerce franco-espagnol, à Hendaye, le 4 décembre 1983 (Julio M. LÁZARO, Jesús DUVA, « [El Tribunal Supremo condena a los 12 encausados por el secuestro de Segundo Marey](#) », *El País*, 30 de julio 1998).

membres d'ETA comme des réfugiés politiques. Cette collaboration policière entre les deux pays permet de nombreuses arrestations et expulsions de membres d'ETA, ce qui déstabilise le groupe et l'oblige à réduire considérablement ses opérations⁸⁶.

L'activité terroriste du groupe continue d'être une préoccupation majeure de la société espagnole, horrifiée par des attentats meurtriers, notamment celui de l'*Hipercor* de Barcelone du 19 juin 1987 où 21 personnes trouvent la mort et 45 sont blessées. L'enlèvement et l'assassinat du conseiller municipal PP de la ville d'Ermua, Miguel Ángel Blanco, en juillet 1997, déclenchent une vague de manifestations sans précédent, aussi bien au Pays basque que dans le reste de l'Espagne. L'image du groupe terroriste continue de se détériorer au Pays basque⁸⁷.

Concomitamment, des négociations entre les gouvernements espagnols et l'organisation armée ont régulièrement lieu, sans déboucher sur un arrêt des attentats. Cependant, le gouvernement de Felipe González réussit à obtenir en 1987 un accord entre tous les partis politiques démocratiques, le *Partido Nacionalista Vasco* (PNV) inclus, dans la lutte contre le terrorisme et pour la paix⁸⁸. C'est surtout l'accord pour la liberté et contre le terrorisme, signé en 2000 entre les deux grands partis politiques (PSOE et PP), suivi en 2002 de l'adoption de la *Ley de Partidos*, qui permet de rendre illégales de nombreuses structures, comme *Herri Batasuna* ou *Batasuna*⁸⁹. Le dernier attentat d'ETA a lieu en mars 2010. Le 20 octobre 2011, après avoir causé 829 victimes, ETA renonce publiquement au terrorisme et prononce sa dissolution en avril 2018⁹⁰.

Comment mettre en œuvre le chapitre avec les élèves ?

Il s'agit dans ce chapitre d'étudier l'Espagne depuis les années 1970 selon les axes suivants :

- le processus de transition démocratique, le fonctionnement institutionnel du nouveau régime monarchique et parlementaire, et les oppositions qu'il suscite ;
- l'impact de l'intégration européenne sur la modernisation économique, sociale et culturelle ;
- l'impact de la violence terroriste sur la société.

On peut envisager l'étude de ce chapitre dans une perspective chronologique en trois étapes :

- **Entre 1975 et 1982, l'Espagne entre dans un processus de libéralisation de son système politique.** Dès 1976, la *Ley para la Reforma política* élaborée et votée sous le gouvernement d'Adolfo Suárez donne le cadre de la modernisation politique du pays avec le retour du multipartisme et des élections libres dès 1977. L'année suivante, les Espagnols adoptent par référendum une Constitution donnant naissance à une

86. Les principaux chefs de l'ETA sont arrêtés à Bidart en mars 1992 par la police française. Entre 2000 et 2011, les forces de l'ordre procèdent à l'arrestation de 1415 personnes soupçonnées d'appartenir à l'organisation terroriste (F. DOMÍNGUEZ, *op. cit.*, p. 15). Durant la période 1992-1998, ETA organise en moyenne 54 attentats et 13 assassinats par an ; en 2000-2001, après avoir reformé des cellules terroristes, l'activité remonte à 64,5 attentats et 19 morts en moyenne, avant de chuter entre 2002 et 2011 à 24 attentats et 2 décès par an (F. DOMÍNGUEZ, *op. cit.*, p. 11).

87. D'après les enquêtes d'opinion, le nombre de Basques qui considèrent les membres d'ETA comme des patriotes ou des idéalistes passe de 50% en 1979 à 23% en 1989 : voir Juan AVILÉS FARRÉ, Ángeles EGIDO LEÓN, Abdón MATEOS LÓPEZ, *Historia contemporánea de España. Dictadura y democracia*, Madrid (UNED), 2021 (8e éd.), p. 183.

88. Voir les pactes de Madrid au niveau national en décembre 1987 et le pacte d'*Ajuria Enea* entre toutes les formations politiques du parlement basque, à l'exception de *Herri Batasuna*, en janvier 1988.

89. F. DOMÍNGUEZ, *op. cit.*, p. 11.

90. Patxo UNZUETA, "[El fin de ETA, elementos de su derrota](#)", *Política exterior*, 20 de octubre de 2012.

monarchie parlementaire et libérale. Malgré les effets de la crise économique et la montée des terrorismes dans le pays, la jeune démocratie résiste à la tentative de coup d'État menée le 23 février 1981 (23F). En 1982, la victoire du PSOE aux élections générales et l'arrivée du socialiste Felipe González à la Moncloa marquent la première alternance politique et la fin de la Transition.

- **Entre 1982 et le début de la crise financière et économique de 2008**, les pratiques démocratiques et parlementaires s'enracinent dans le pays avec l'alternance entre le PSOE et le PP. L'entrée dans les communautés européennes en 1986 et l'organisation de manifestations internationales culturelles et sportives illustrent la modernisation rapide du pays et son retour sur la scène internationale. Les attentats en gare d'Atocha en 2004, ou encore la *Ley de Memoria* votée en 2007 sont des événements marquant la vie du pays qui suscitent des débats.
- **Depuis la crise de 2008, la démocratie espagnole est confrontée à de nouveaux défis**, en particulier le chômage qui reste à un niveau élevé. Une partie croissante de l'opinion publique conteste les politiques mises en œuvre par les gouvernements successifs, comme le révèle le mouvement de contestation des *Indignados* en 2011 ou la crise indépendantiste en Catalogne en 2017. La famille royale et le système monarchique sont aussi critiqués par une partie de la société, ce qui se traduit par l'abdication du roi Juan Carlos en 2014. Ce nouveau contexte a mené la démocratie espagnole vers la fin du bipartisme avec l'émergence de nouveaux partis politiques : *Ciudadanos* au centre de l'échiquier politique, *Podemos* à l'extrême gauche, *Vox* à l'extrême droite.

Exemples de mise en œuvre

Chaque proposition pédagogique est disponible sur le [portail national de ressources d'histoire-géographie en espagnol](#).

España en los años 1970-1980 : el fin del régimen franquista y la Transición democrática

Cette [séance](#) est originellement destinée à des élèves de SELO. Elle s'accompagne d'une bibliographie et d'une sitographie actualisées.

Realizar una entrevista de Adolfo Suárez

Cette [séance](#) est originellement destinée à des élèves de SELO. Le prélèvement d'informations dans un corpus de documents doit permettre aux élèves de travailler sur les principaux moments du processus de transition.

Lexique spécifique à faire acquérir : *Transición democrática, democracia liberal, monarquía parlamentaria, Estado de las Autonomías, alternancia, bipartidismo, integración europea, regionalismo.*

Pièges à éviter

- Consacrer trop de temps à la transition démocratique au détriment de l'évolution du pays au début du XXI^e siècle.
- Cloisonner les aspects politiques, sociaux et culturels.
- Traiter à nouveau de l'intégration européenne et non pas du rôle de celle-ci dans les évolutions du pays.

Chapitre 3 – La France : évolution politique, société et culture depuis les années 1970.

Ce troisième chapitre du thème 4 invite les élèves à aborder l'évolution de la France depuis les années 1970. Deux ressources d'accompagnement font déjà un état des lieux complet sur ce chapitre, consultable aux liens suivants : il s'agit des ressources des [thème 3](#) (« Les remises en cause économiques, politiques et sociales des années 1970 à 1991 ») et [thème 4](#) (« Le monde, l'Europe et la France depuis les années 1990, entre coopérations et conflits ») du programme de terminale.

Exemples de mise en œuvre

Chaque proposition pédagogique est disponible sur le [portail national de ressources d'histoire-géographie en espagnol](#).

Las grandes evoluciones de la V^a República

Dans cette [séance](#), un corpus documentaire est proposé aux élèves pour étudier les grandes évolutions de la V^e République (présidentialisation, décentralisation, etc.) ainsi que les nouveaux rapports des citoyens à la vie politique (abstention, crise de la représentativité). Le travail d'analyse débouche sur la rédaction d'un paragraphe.

Economía, sociedad, cultura: las mujeres en la sociedad francesa desde 1945

Cette [séance](#) d'une heure se propose d'étudier l'évolution de la place des femmes dans la société française depuis 1945. Les élèves travaillent sur un corpus de documents dont l'analyse est guidée par des questions ; ce travail de préparation se fait à la maison. En classe, la mise en commun se fait sous la forme d'une carte mentale. La rédaction d'un paragraphe organisé à partir de la carte mentale donne lieu à une évaluation formative.

Bibliographie et ressources

Sur le chapitre 1

Sources

Le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) propose un dossier complet sur l'Espagne et la construction européenne contenant de très nombreux documents : ["España y la construcción europea. Vectores de convergencia, factores de cohesión y paradigmas cambiantes"](#) ; [index des documents](#).

Ressources en ligne

- Liens vers des ressources sur le site de [l'ambassade d'Espagne](#).
- De nombreux textes d'historiens sur le site la [Biblioteca Virtual Miguel de Cervantes](#).
- Des séquences didactiques et des fiches d'activités sont disponibles dans [l'espace pédagogique](#) du site du [Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo](#).
- Ressources sur le site de la [Représentation espagnole auprès de l'Union européenne](#)
- "Informe semanal", émissions de la RTVE : [La adhesión española a la CEE](#) ; [30 años de Europa](#) ; [Esta Europa nuestra](#) ; [Brexit, la nueva frontera](#)
- "Documentos", émissions de la RNE : [El tratado de Roma](#) ; [La integración de España en Europa](#)
- "¿Te acuerdas ?", émissions de la RTVE : [La Europa unida de Maastricht](#)
- "Fue noticia en el archivo de RTVE", émissions de la RTVE : [Informativo especial – Firma tratado de adhesión a la CEE](#)
- [Discurso firma del Tratado de Adhesión de España en la CEE, 12-06-1985](#) (video)

Bibliographie indicative

Ouvrages généraux et de synthèse

- CANAL Jordi (dir.), *Histoire de l'Espagne contemporaine*, Paris (A. Colin), 2021.
- FUSI, Juan Pablo, *Historia mínima de España*, México (El Colegio de México), 2012.

Pour approfondir la réflexion, notamment sur les enjeux conceptuels et historiographiques

- CRESPO MACLENNAN Julio, *España en Europa, 1945-2000*, Madrid (Marcial Pons Historia), 2004.
- FERNÁNDEZ SORIANO Víctor, « La CEE face à l'Espagne franquiste », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2010/4 (n° 108), p. 85-98. Consultable [en ligne](#).
- FERNÁNDEZ SORIANO Víctor, « Las Comunidades Europeas frente al franquismo: problemas políticos suscitados por la solicitud española de negociaciones de 1962 », *Cuadernos de Historia Contemporánea*, 2010, vol. 32, p. 153-174. Consultable [en ligne](#).

- MOLINA GARCÍA Sergio, « La construcción del enemigo. Francia, España y el problema agrario, 1968-1977 », *Pasado y Memoria, Revista de Historia Contemporánea*, 17, 2018, p. 453-477. Consultable [en ligne](#).
- MORADIELLOS Enrique, « L'Espagne de Franco et le processus d'intégration européenne (1945-1975) », in DUMOULIN Michel, ELVERT Jurgen, SCHIRMANN Sylvain (éd.), *Stratégies et acteurs. Construire l'Europe au XX^e siècle*, Stuttgart (Franz Steiner Verlag), 2022, p. 151-163.
- POWELL Charles, *La larga marcha hacia Europa: España y la Comunidad Europea, 1957-1986*, Madrid (Real Instituto Elcano), 2015. Consultable [en ligne](#).
- TANGO Cristina, *L'Espagne : Franquisme, transition démocratique et intégration européenne 1939-2002*, Université de Genève, 2006. Consultable [en ligne](#).
- TROUVÉ Matthieu, « L'Espagne et l'Europe (1957-1986). La problématique des relations hispano-communautaires », in Katrine RÜCKER, Laurent WARLOUZET, *Quelle(s) Europe(s) ? Nouvelles approches de l'intégration européenne*, Bruxelles (Peter Lang), 2006, p. 239-253.
- TROUVÉ Matthieu, « Un voisinage complexe : l'Espagne et l'Europe de la guerre froide à la mort de Franco », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, BDIC, 2010/1 (N° 97-98), p. 17-23. Consultable [en ligne](#).
- TROUVÉ Matthieu, « L'Espagne et l'Europe : 1919-1992 », in Sylvain SCHIRMANN, *Penser et construire l'Europe (1919-1992). États et opinions nationales face à la construction européenne*, Paris (Sedes), 2007, p. 171-189.

Sur le chapitre 2

Sources

- [Fuentes y textos para la Historia de España](#) (site personnel d'enseignant)
- [Archivo Linz sobre la transición española](#) : ce fonds donne accès à de nombreux documents sur la transition et est organisé en entrées thématiques : *Cortes generales, reforma política, constitución, economía, sindicalismo, mujer, política exterior et iglesia*.
- [AROVITE](#), Archivo Online sobre la violencia terrorista en Euskadi
- [Instituto Nacional de Estadística](#)

Ressources en ligne

- Liens vers des ressources sur le site de [l'ambassade d'Espagne](#).
- De nombreux textes d'historiens sur le site la [Biblioteca Virtual Miguel de Cervantes](#).

Ressources sur la transition démocratique

- MICHONNEAU Stéphane, « La transition démocratique en Espagne », conférence de l'APHG en ligne, 3 octobre 2019. Consultable [en ligne](#).
- [España en libertad](#) (émission de la RTVE)
- [La Transición](#) : série documentaire en 13 épisodes diffusée sur TVE en 1995, consacrée à la transition démocratique espagnole entre décembre 1973 (assassinat de Carrero Blanco) et juin 1977 (élections démocratiques)

- “Documentos”, émissions de la RNE : [Los Pactos de la Moncloa](#) ; [Santiago Carrillo](#) ; [Adolfo Suárez](#) ; [Especial Adolfo Suárez](#) ; [Enrique Tierno Galván](#) ; [Unión de Centro Democrático, un partido en transición](#) ; [La España de 1978](#) ; [23F, la radio frente al golpe](#) ; [1982, el año del cambio](#) ; [La Constitución del consenso: 40 años de vida democrática](#) ; [El atentado de los abogados de Atocha](#) ; [Las primeras elecciones democráticas](#) ; [La prensa en la Transición española](#) ; [Juan Carlos I, rey de España – Aprendiendo a ser rey \(I\)](#) ; [Juan Carlos I-De la dictadura a la democracia \(II\)](#) ; [Juan Carlos I, rey-Defendiendo la democracia \(III\)](#)
- “Informe semanal”, émissions de la RTVE : [40 años de España](#) ; [2016, espíritu de la transición](#) ; [Adolfo Suárez, memoria de la transición \(1/2\)](#) ; [Adolfo Suárez, memoria de la transición \(2/2\)](#) ; [Carrillo, impulsor de la Transición](#) ; [El militar de la Transición \(Gutiérrez Mellado\)](#) ; [Recordando la legalización del PCE](#)

Ressources sur l'intégration européenne

- “Documentos”, émissions de la RNE : [El INI](#) ; [La reforma fiscal de 1977](#) ; [Altos Hornos de Vizcaya. La memoria del acero](#) ; [La integración de España en Europa](#)

Ressources sur le terrorisme de l'ETA

- [Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo](#)
- TROUVÉ Mathieu, « Vie et mort de l'ETA (1959-2018) », Université Populaire, Conférence en ligne, 29 mars 2021. Consultable [en ligne](#).
- “Documentos”, émissions de la RNE : [El atentado de la calle del Correo, la primera matanza de ETA](#) ; [1975. Los últimos fusilamientos de Franco](#) ; [Una memoria para la convivencia. 10 años del final de ETA](#)
- “Informe semanal”, émissions de la RTVE : [Hipercor : ETA en el banquillo \(1989\)](#) ; [Ofensiva de ETA \(2009\)](#) ; [ETA y su laberinto \(2010\)](#) ; [Los que queda de ETA \(2015\)](#) ; [La derrota de ETA \(2018\)](#) ; [Los sellos de ETA \(2018\)](#)

Bibliographie indicative

- AVILÉS FARRÉ Juan, EGIDO LEÓN Ángeles, MATEOS LÓPEZ Abdon, *Historia contemporánea de España. Dictadura y democracia*, Madrid (UNED), 2021 (8^e édition).
- BARON Nacima, LOYER Barbara, *L'Espagne en crise(s). Une géopolitique au XXI^e siècle*, Paris (Armand Colin), 2015.
- CANAL Jordi (dir.), *Histoire de l'Espagne contemporaine*, Paris (A. Colin), 2021.
- FUSI, Juan Pablo, *Historia mínima de España*, México (El Colegio de México), 2012.

Ouvrages et articles sur la Transition

- ALONSO CARBALLEES Jesús, *La Transition en Espagne, 1975-1986*, Atlande, 2012.
- AUBERT Jean-Paul, « Le cinéma de l'Espagne démocratique. Les images du consensus », *Vingtième Siècle*, 2002, n°74, p. 141-151. Consultable [en ligne](#).
- BABY Sophie, « La mémoire malmenée de la transition espagnole à la démocratie », *Vingtième Siècle*, 2015, p. 42-57. Consultable [en ligne](#).

- DEMANGE Christian, « La Transition espagnole : grands récits et état de la question historiographique », *ILCEA*, n°13, 2010 Consultable [en ligne](#).
- DULPHY Anne, PEREIRA Victor, TROUVÉ Matthieu « L'Europe du Sud (Espagne, Portugal, Grèce) : nouvelles approches historiographiques des dictatures de la transition démocratique (1960-2000) », *Histoire@politique*, n°29, Centre d'histoire de Sciences Po, 2016.
- GRANDÍO SEOANE Emilio, "Sobre la transición democrática y el siglo XXI: nuevos caminos, nuevas fórmulas", *Studia Historica, Historia Contemporánea*, 35, 2017, p. 241-264. Consultable [en ligne](#).
- MOVELLÁN HARO Jesús, "Ni «Régimen Del 78» Ni «Espíritu De La Transición» : El Debate historiográfico actual en torno al proceso democratizador en España, Entre la Historia y la Memoria de un proceso", *Historia Actual Online*, n°55, 2021, p. 161-170. Consultable [en ligne](#).
- PASAMAR Gonzalo, *La Transición española a la democracia ayer y hoy. Memoria cultural, historiografía y política*, Madrid (Marcial Pons Historia), 2019.
- PELLETIER Stéphane, *Histoire de la transition démocratique en Espagne : de la fin de la dictature franquiste à l'entrée dans la CEE*, Louvain-la-Neuve (EME éditions), 2019.
- PINILLA GARCIA Alfonso, *La Transición en España, España en transición*, Madrid (Alianza), 2021.
- SARTORIUS Nicolás, SABIO Alberto, *El final de la dictadura. La conquista de la democracia en España, 1975-1977*, Madrid (Temas de Hoy), 2007.
- TUSELL Javier, *La transición a la democracia, España, 1975-1982*, Barcelona (Espasa Calpe), 2007.

Ouvrages et articles sur le terrorisme

- DOMÍNGUEZ Florencio, « Las claves de la derrota de ETA », *Informe del centro memorial de las víctimas del terrorismo*, n°3, novembre de 2017. Consultable [en ligne](#).
- FERNÁNDEZ SOLDEVILLA Gaizka, JIMÉNEZ RAMOS María (coord.), *1980: el terrorismo contra la transición*, Madrid (Tecnos), 2020.
- LLERA Francisco J., LEONISIO Rafael, "La estrategia del miedo, ETA y la espiral del silencio en el País Vasco", *Informe del centro memorial de las víctimas del terrorismo*, n°1, febrero de 2017. Consultable [en ligne](#).